

Ministère
de la Famille
et des Aînés

Québec

F34A1

C33

2007/08

2,1

QL

P. gouv.

Étude des crédits 2007-2008

*Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle adressées
à la Ministre de la Famille*

Juin 2007

Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

#	Renseignements particuliers - Famille	
1.	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.	1
2.	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.	2
3.	Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2005-2006 et 2006-2007, pour les programmes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Prime au travail; <ul style="list-style-type: none"> i. Personnes seules ii. Famille monoparentale iii. Famille biparentale iv. Couple sans enfant b. Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde; c. Soutien aux enfants; <ul style="list-style-type: none"> i. Famille monoparentale ii. Famille biparentale d. Allocation pour enfant handicapé 	3
4.	Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du Gouvernement du Canada, en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.	4
5.	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2005-2006 et les prévisions pour 2007.	5
6.	Le nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde.	6
7.	Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.	7
8.	Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec : <i>Le Québec en amour avec la famille</i> avec le nom des membres et les dates des rencontres.	8
9.	Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.	9
10.	Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.	10
11.	État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.	11
12.	Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.	12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

#	Renseignements particuliers - Famille	
13.	Crédits 2006-2007 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant : a. nombre de demandes reçues; b. nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2005-2006 et 2006-2007.	31
14.	État de situation sur le développement d'une politique de conciliation famille-travail.	32
15.	Liste des mesures de conciliation famille-travail mises en place depuis le 1 ^{er} avril 2003 et leurs incidences financières.	33
16.	Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.	34
17.	État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.	35
18.	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.	36
19.	Nombre de places et budgets accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2007, comparativement au 31 mars 2006.	37
20.	Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2006 comparativement au 31 mars 2007 comparativement au 31 mars 2006 et 2005.	38
21.	Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2006-2007.	42
22.	Taux d'occupation dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	43
23.	Taux de présence réelle dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	44
24.	Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.	45
25.	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.	45
26.	Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007 triés par région.	47
27.	Nombre de poupons dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007 triés par région.	48
28.	Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 2007.	49
29.	Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2007, et prévisions pour l'année 2007-2008.	50
30.	Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.	51
31.	État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale.	52

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

#	Renseignements particuliers - Famille	
33.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2005-2006 et 2006-2007.	53
34.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2005-2006 et 2006-2007.	55
35.	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2005-2006 et 2006-2007.	56
36.	État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui ont été investies.	57
37.	État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins et les sommes investies en 2006-2007 et le nombre d'enfants intégrés.	59
38.	Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.	61
39.	État de situation sur le financement global des immobilisations.	62
40.	État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation.	63
41.	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.	64
42.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et d'éducation en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.	65
43.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.	66
44.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.	67
45.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	68
46.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	69
47.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	70
50.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	73
51.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	74

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

#	Renseignements particuliers - Famille	
52.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	75
53.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	76
54.	Allocations aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative : <ul style="list-style-type: none"> a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; <ul style="list-style-type: none"> i. Volet A; ii. Volet B; f. Allocation spécifique pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; g. Subvention pour les projets d'investissement – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. 	77
55.	Surplus dans les centres de la petite enfance : <ul style="list-style-type: none"> a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006; b. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2006-2007; c. Les économies réalisées par le ministère en 2006-2006 par la récupération des surplus; d. Les économies réalisées par le ministère en 2006-2007 par la récupération des surplus; e. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006; f. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2006-2007. 	79
56.	Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Cette même donnée triée par région.	80
57.	La liste des centres ayant terminé l'année financière 2005-2006 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2007-2008, triée par région.	81

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

#	Renseignements particuliers – Famille	
58.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	82
59.	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	83
60.	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	84
61.	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	85
62.	La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisée pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.	86
63.	État de situation relativement au facteur de modulation pour les garderies.	87
64.	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les garderies.	88
65.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais de base en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les garderies.	89

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Renseignements particuliers – Famille

66.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les garderies.	90
67.	Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les garderies.	91
68.	Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les garderies.	92
69.	Allocations aux garderies et selon la région administrative : <ul style="list-style-type: none"> a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; iii. Volet A; iv. Volet B; 	93
70.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants dans les garderies : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	94
71.	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants dans les garderies : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	95
72.	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.	96

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Renseignements particuliers – Famille

73.	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	97
74.	Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de garderie.	98
75.	Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1994 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région.	
76.	Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.	101
77.	Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.	102
78.	Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.	103

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP1

<p>Titre</p> <p>Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.</p>

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les sommes versées en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) vont directement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.</p>
--

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-05-23
COLLABORATION :
VALIDATION: Nicole Paquet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le budget fédéral de février 2005 a annoncé des investissements de 5 milliards de dollars pour la mise en place d'un réseau pancanadien de services de garde.

La part du gouvernement du Québec, en fonction de sa représentation, en pourcentage, dans la population se répartit comme suit :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
En millions de dollars			
Investissement fédéral	200	500	650
Part du Québec	47	117	152,8

Source : Direction des affaires canadiennes et internationales

L'entente reconnaît que le Québec possède déjà un réseau de services de garde et qu'il peut utiliser les sommes versées en vertu de celle-ci à ses propres priorités en matière de famille.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3

Titre

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2005-2006 et 2006-2007 pour les programmes suivants :

- a) Prime au travail;
 - i. Personnes seules
 - ii. Familles monoparentale
 - iii. Famille biparentale
 - iv. Couple sans enfant
- b) Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde
- c) Soutien aux enfants;
 - i. Famille monoparentale
 - ii. Famille biparentale
- d) Allocation pour enfant handicapé

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prime au travail

La dépense fiscale liée à cette mesure est estimée à 320 millions de dollars en 2005 et de 315 millions de dollars en 2006. Environ 75 % des montants versés bénéficient à des familles.

La Prime au travail est gérée par le MRQ et le MFQ est responsable de la mesure comme l'ensemble des mesures fiscales.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

La dépense fiscale pour le crédit d'impôt remboursable pour les frais de garde est évaluée à 167 millions de dollars pour 2005 et est estimée à 165 millions de dollars pour 2006.

Soutien aux enfants

Pour 2005-2006, la dépense fiscale liée au Crédit d'impôt remboursable pour le Soutien aux enfants (CIRSE) est estimée à 1 983 millions de dollars. Pour 2006-2007, le Soutien aux enfants devrait représenter 2 044 millions de dollars :

- o 744 M\$ pour les familles monoparentales
- o 1 300 M\$ pour les familles biparentales

Supplément pour enfant handicapé

La nouvelle mesure, en vigueur depuis janvier 2005, est intégrée au CIRSE et remplace l'allocation pour enfant handicapé du programme de prestations familiales. Elle a été versée à près de 31 000 familles en 2006. Pour l'année 2005-2006, 46 M\$ ont été versés au titre de ce programme et environ 63 M\$ en 2006-2007.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-05-29

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Titre

Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du Gouvernement du Canada en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dès l'instauration du programme d'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite des bonifications de la prestation nationale pour enfant (PNE) du gouvernement du Canada pour développer les services de garde à contribution réduite.

Depuis août 2001, le gouvernement du Québec a cessé de réduire les montants des allocations familiales en contrepartie des investissements additionnels du gouvernement fédéral dans la PNE.

Depuis janvier 2005, les familles québécoises reçoivent le paiement du Soutien aux enfants. Le Soutien aux enfants remplace les programmes d'allocation familiale, les crédits d'impôt non remboursables pour les enfants à charge de moins de 18 ans et la réduction d'impôt à l'égard de la famille.

Aucune récupération ne sera effectuée dans le Soutien aux enfants dans le cas d'éventuelles bonifications du gouvernement fédéral dans la PNE.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-05-29

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 5

Titre

Coût total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde pour l'année d'imposition 2005 et les prévisions pour 2006 et 2007 et le nombre d'enfants admissibles à cette mesure, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par enfant admissible.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année d'imposition 2005, la dépense fiscale pour le crédit d'impôt remboursable pour les frais de garde est estimée à 166 millions de dollars. Les prévisions du ministère des Finances estiment le crédit d'impôt à 164 millions de dollars pour 2006 et à 173 millions de dollars pour 2007.

Année	Nombre de familles (000)	Montant en millions de dollars
2005 ^e	355	166
2006 ^p	N/D	164
2007 ^p	N/D	173

Source : Ministère des Finances; e= estimation, p=projection

Nombre d'enfants, crédit d'impôt et crédit moyen selon l'âge de l'enfant
Année d'imposition 2004

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants	Crédit d'impôt (M\$)	Crédit moyen (\$)
Moins de un an	4 781	2	357
1 an	22 434	13	564
2 ans	25 235	17	683
3 ans	27 113	17	614
4 ans	27 853	17	609
5 ans	37 867	16	413
6 ans	43 340	14	313
7 ans	44 844	11	256
8 ans	46 964	12	251
9 ans	47 098	12	247
10 ans	48 052	11	235
11 ans	45 879	11	235
12 ans	37 614	8	213
13 ans	22 083	5	228
14 ans ou plus	34 642	9	257
Total	515 799	173	336

Source : Ministère des Finances (estimations).

Nombre de familles et crédit d'impôt selon la tranche de revenu familial
Année d'imposition 2004

Tranche de revenu familial	Nombre de familles	Crédit d'impôt (M\$)
Moins de 25 000 \$	44 707	29
De 25 000 \$ à 50 000 \$	76 941	51
De 50 000 \$ à 75 000 \$	84 135	38
75 000 \$ et plus	150 652	56
Total	356 435	173

Source : Ministère des Finances (estimations).

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP6

Titre

Nombre de familles s'étant prévalus du versement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année d'imposition 2006, selon les données fournies par Revenu Québec, plus de 4 200 familles se sont prévalus d'un versement par anticipation du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-10

VALIDATION : Direction générale des politiques - 2006-04-11

Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Forum des partenaires, structure permanente de concertation et de consultation, a été aboli en 2003 au profit de rencontres ponctuelles selon les dossiers.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-05
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2007-06-06
Bureau du sous-ministre adjoint par intérim

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

8

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 8

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec :
Le Québec en amour avec la famille avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Plan concerté pour les familles du Québec a été abandonné comme stratégie d'intervention gouvernementale en 2003. Certaines mesures qu'il contenait ont cependant été maintenues, dont les mesures de soutien technique et financier aux municipalités et aux MRC pour l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale et la bonification du soutien financier aux organismes communautaires Famille.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-05

VALIDATION: Direction générale des politiques - 2007-06-06

Bureau du sous-ministre adjoint par intérim

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

9

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP9

Titre :

Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2006-2007, le Ministère a participé au financement d'une entente spécifique :

- Un montant de 25 000 \$ a été accordé à la CRÉ de l'Estrie sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens.

Il a également accordé un soutien financier à deux autres projets régionaux :

- Un montant de 50 000 \$ a été accordé à la CRÉ de Montréal pour soutenir les travaux du Comité régional de la famille dont le mandat est d'identifier des priorités régionales pour les familles et de proposer des moyens d'action;
- Un montant de 15 000 \$ a été accordé à la Table employabilité femmes des Basses-Laurentides pour la réalisation d'un projet portant sur la conciliation « travail-famille-étude-maternité ».

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes - 2007-06-05

VALIDATION: Direction générale des politiques - 2007-06-06
Bureau du sous-ministre adjoint par intérim

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

10

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 10

Titre

Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-05

VALIDATION: Direction générale des politiques - 2007-06-06

Bureau du sous-ministre adjoint par intérim

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 11

Titre
État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002-2003, le ministère de la Famille et des Aînés dispose d'un programme visant à offrir aux municipalités et aux MRC intéressées un soutien financier lié à l'élaboration ou à la révision de leur politique familiale. Le Ministère finance les projets en fonction du nombre d'habitants sur le territoire et paye 50 % des coûts admissibles.

Une cinquantaine de municipalités s'étaient dotées de telles politiques avant que ne soit lancé le programme de soutien financier et technique aux municipalités et aux MRC à la fin de 2002. Depuis, le programme a connu un franc succès. Au nombre des municipalités participantes, nous retrouvons :

- 177 municipalités locales;
- 18 MRC représentant 203 municipalités locales;
- 100 % des municipalités de 100 000 habitants et plus;
- 89 % des municipalités de 50 000 à 99 999 habitants;
- 5,6 millions d'habitants rejoints sur une population totale de 7,5 millions.
- 75,2 % de couverture auprès de la population totale du Québec;

Ce sont donc 195 projets qui ont été financés depuis le lancement du programme, pour un total de 2,9 M\$ versés en subvention :

Année financière	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre de municipalités et de MRC qui ont obtenu une subvention	57	8	29	63	38
Montant total versé en subvention aux municipalités et aux MRC	924 329 \$	197 000 \$	371 298 \$	745 228 \$	700 762 \$

Le Carrefour action municipale famille (CAMF) offre des sessions d'accompagnement aux municipalités et aux MRC qui adhèrent au programme variant de 15 à 30 heures. Un montant de 486 458 \$ lui a été versé pour l'accompagnement de démarrage offert à ces municipalités et ces MRC.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-05-15
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP12

Titre

Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sur demande, les documents suivants seront transmis.

1. Document d'information Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS), édition 2007
2. Formulaire de demande 2007.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-05
COLLABORATION :
VALIDATION: Nicole Paquet

Avec la participation de :

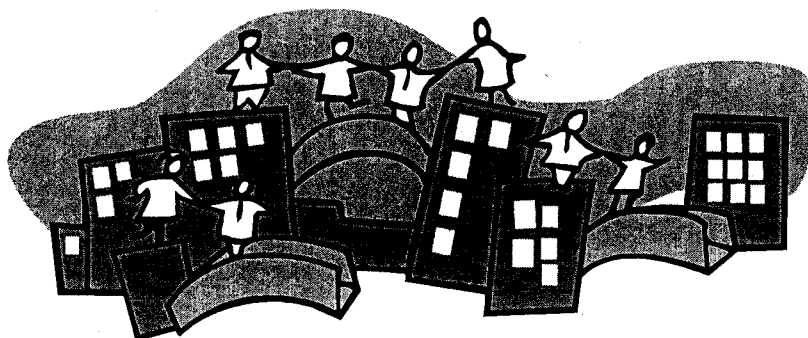
- Société d'habitation du Québec
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM
(PAICS)

Édition 2007

GUIDE D'ÉLABORATION DE PROJETS

HLM PUBLIC, VOLETS RÉGULIER ET INUIT
ET
HLM PRIVÉ, VOLET AUTOCHTONES HORS RÉSERVES



La date limite pour la soumission des
projets est fixée au
mardi 24 avril 2007 à 16 h 30

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	3
1. DESCRIPTION DU PROGRAMME	3
2. OBJECTIFS DU PROGRAMME	3
2.1 L'objectif global du PAICS.....	3
2.2 Les objectifs spécifiques du PAICS	3
3. DÉMARCHE D'ÉLABORATION D'UN PROJET ET RÉSULTATS CONCRETS..	4
4. BUDGET DU PROGRAMME.....	4
5. ORGANISMES ET PROJETS ADMISSIBLES.....	4
5.1 Les organismes admissibles	4
5.2 Les projets admissibles.....	5
5.3 Les projets déjà subventionnés.....	5
5.4 Les projets non admissibles.....	6
6. DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES	6
6.1 Dépenses admissibles.....	6
6.2 Dépenses non admissibles au programme	7
7. MESURES DE BONIFICATION D'UN PROJET	7
7.1 Diversification des sources de financement et contribution des résidents et résidentes.....	7
7.2 Remboursement additionnel de TPS.....	7
8. PROCESSUS DE SÉLECTION DES PROJETS.....	8
9. VERSEMENT ET SUIVI DE LA SUBVENTION	9
10. INSCRIPTION AU PROGRAMME	10
ANNEXE : EXEMPLES DE PROJETS ADMISSIBLES	11

PRÉAMBULE

Le présent document constitue le guide d'élaboration de projets du *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM* (PAICS) de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Pour l'édition 2007, la SHQ et ses partenaires, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) poursuivront, dans le cadre du PAICS, l'objectif de supporter financièrement des projets d'action communautaire s'adressant aux personnes vivant en HLM public, volets régulier et Inuit ou en HLM privé, volet Autochtones hors réserves.

Le budget global de l'édition 2007 du PAICS s'élève à 460 000\$, dont 40 000 \$ seront réservés pour des projets présentés par les organismes en lien avec les HLM publics, volet Inuit et privés, volet Autochtones hors réserves.

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM* (PAICS), supporte financièrement la réalisation de projets ponctuels d'action communautaire qui s'adressent à toutes les personnes vivant en HLM.

2. OBJECTIFS DU PROGRAMME

2.1 L'objectif global du PAICS

Le programme vise à renforcer la prise en charge de leur milieu par les résidents et résidentes d'HLM ainsi qu'à créer des milieux de vie familiale, communautaire et sociale adaptés aux besoins des personnes qui y évoluent et qui favorisent les rapprochements intergénérationnels et interculturels.

2.2 Les objectifs spécifiques du PAICS

- Soutenir la prise en charge collective des résidents et résidentes d'HLM.
- Encourager l'engagement bénévole et la participation active de tous les résidents et de toutes les résidentes à la vie associative.
- Viser la prévention du vandalisme ou de la violence, l'élimination de la flânerie, la sécurité (tranquillité d'esprit) des personnes et l'amélioration de la qualité de vie communautaire.
- Contribuer à la lutte contre l'exclusion, la pauvreté, le racisme et la discrimination.
- Faciliter la participation active des aînés et des personnes seules à la vie collective.
- Lutter contre l'isolement et les tensions intercommunautaires liés à l'origine ethnique ou nationale, l'appartenance culturelle ou religieuse des personnes.
- Miser sur le support au rôle parental (entraide, information, formation, répit).
- Avoir un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie familiale en HLM.

3. DÉMARCHE D'ÉLABORATION D'UN PROJET ET RÉSULTATS CONCRETS

16

- Les projets soumis sont d'une durée d'une année.
- Les projets soumis doivent reposer sur une démarche concertée, c'est-à-dire qu'ils doivent s'appuyer sur la collaboration et la participation active des résidents et des résidentes à chacune des étapes de réalisation du projet et faire appel, si possible, à la coopération du milieu.
- Les projets présentés doivent également générer des résultats concrets qui visent l'amélioration de la qualité de vie en HLM en plus d'avoir des retombées bénéfiques dans la communauté HLM et dans la collectivité environnante.

Afin de faciliter cette démarche d'élaboration d'un projet, vous trouverez **en annexe** de ce document, des exemples de projets réalisés par le passé.

4. BUDGET DU PROGRAMME

Dans le cadre de l'édition 2007, le budget global du programme s'élève à 460 000\$, dont 40 000 \$ sont dédiés au programme HLM public, volet Inuit et HLM privé, volet Autochtones hors réserves. Le budget global du PAICS se ventile comme suit :

- 300 000 \$ provenant du Programme de logement sans but lucratif public, volets régulier et Inuit et privé, volet Autochtones hors réserves de la SHQ;
- 100 000 \$ provenant du MFACF qui seront consacrés à des projets visant l'augmentation de la pérennité des projets;
- 60 000 \$ provenant du MICC qui seront entièrement réservés aux projets favorisant les rapprochements interculturels en milieu HLM ou entre ce milieu et le milieu environnant.

Le programme est examiné après chacune des années d'opération et sa reconduction est tributaire des crédits dégagés par la SHQ et ses partenaires. Il n'offre donc aucune garantie de récurrence.

5. ORGANISMES ET PROJETS ADMISSIBLES

5.1 Les organismes admissibles¹

Pour les HLM publics, volet régulier :

- les associations de locataires d'HLM;
- les offices d'habitation (OH).

Pour les HLM publics, volet Inuit et les HLM privés, volet Autochtones hors réserves :

- les associations de locataires d'HLM (Habitat Métis du Nord);
- l'Office d'habitation (OH) Kativik.

Ces organismes doivent répondre aux exigences suivantes :

- être un organisme à but non lucratif (OBNL);
- avoir un conseil d'administration dûment élu sur lequel siègent des locataires d'HLM;
- être en règle avec le gouvernement.

¹ Les organismes admissibles peuvent présenter plus d'un projet.

- pour toute demande d'aide financière **de 5 000 \$ et plus**, une association de locataires doit être incorporée auprès du **Registraire des entreprises du Québec (charte)**;
- pour toute demande d'aide financière **inférieure à 5 000 \$**, une association de locataires doit posséder des **règlements généraux**.

5.2 Les projets admissibles

Il existe trois façons de présenter un projet :

Les projets conjoints

Des organismes admissibles peuvent s'associer pour présenter un projet conjoint. Ils doivent alors désigner un mandataire ou porteur de projet. Désigné comme porte-parole auprès de la SHQ, le porteur du projet reçoit et gère la subvention. Toutefois, lorsque possible, lors d'une alliance entre un office et une association de locataires, l'association de locataires devrait être porteur principal du projet afin de favoriser davantage la prise en charge des locataires.

Les projets réalisés avec le milieu

Un organisme admissible peut, s'il le désire, s'associer à un organisme communautaire, public, privé ou autre pour certains services, afin de l'aider à réaliser le projet. Dans une telle situation, l'organisme qui présente le projet doit toutefois démontrer dans sa demande, qu'à court terme, le projet permettra la prise en charge de leur milieu de vie par les locataires ou leur implication bénévole dans la réalisation du projet.

Les projets présentés par un seul organisme

Un organisme admissible peut choisir de présenter un projet seul. Lorsqu'un projet est présenté par un OH, la volonté d'agir sur leur milieu par les résidents et les résidentes de même que leur participation au projet devra demeurer l'objectif central. En l'absence d'association de locataires, un office d'habitation peut déposer un projet en collaboration avec le Comité consultatif des résidents et des résidentes (CCR) afin d'impliquer davantage les résidents au projet.

5.3 Les projets déjà subventionnés

Un projet qui a déjà été subventionné dans le cadre du PAICS peut être soumis à nouveau à la condition que l'organisme porteur justifie la poursuite à l'aide d'objectifs de réalisation concrets et qu'il soit capable de démontrer les retombées bénéfiques générées en HLM par cette action communautaire.

Enfin, compte tenu que le programme prévoit une aide financière complémentaire à une contribution de l'organisme ou du milieu, et qu'il s'inscrit à l'intérieur de limites budgétaires prédéterminées, l'organisme devra démontrer dans sa demande qu'il effectue des démarches de financement pour poursuivre son projet au-delà du programme PAICS. De plus, le montant demandé devra correspondre au montant minimum requis pour en assurer la continuité.

5.4 Les projets non admissibles

- Les projets liés exclusivement au fonctionnement de base ou aux activités régulières de l'association de locataires de HLM ou de l'office d'habitation.
- Les projets d'embauche d'intervenants sociaux ou d'intervenants de corridor qui exercent leurs actions en vue d'un soutien individuel.

Voici quelques exemples d'activités liées exclusivement au soutien individuel et dont la nature est non admissible au PAICS, puisqu'il y a absence de tout objectif d'une vie communautaire ou associative :

- *l'organisation de visites à domicile par un travailleur de milieu dont les responsabilités visent à dépister tout problème de santé mentale et physique afin de prévenir les situations de crises chez les locataires;*
- *l'organisation d'activités de prévention et de sensibilisation, par le biais de rencontres individuelles par un intervenant, afin de pallier à des problématiques vécues par les résidents et les résidentes pouvant être liées au budget, au transport, aux difficultés scolaires, à la violence physique, ou à tout problème interpersonnel vécu entre les locataires.*
- Les projets admissibles mais déjà financés dans le cadre des programmes des ministères partenaires du PAICS (SHQ, MFACF ET MICC).
- Il est entendu que, pour le projet présenté dans le cadre du PAICS, les organismes partenaires du milieu choisis ne devront pas être déjà subventionnés par le Programme d'aide aux organismes communautaires (PAOC) de la SHQ.

6. DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

6.1 Dépenses admissibles

L'aide accordée par le PAICS pourra :

- être utilisée en salaire si celui-ci est directement lié au projet, et ce, dans le respect des lois ou règlements concernant l'embauche.

Note: Le salaire doit être calculé sur une base maximale de 44 semaines par année et le pourcentage relatif aux avantages sociaux est fixé à 16 %.

- inclure, **pour un montant maximum de 2 500 \$**, l'achat de matériel ou d'équipements à caractère communautaire directement lié au projet soumis ainsi que l'aménagement d'un espace communautaire pour assurer la réalisation du projet.

Toute autre dépense, dont l'acquisition **d'équipements à caractère communautaire**, pourra être considérée à la condition que le projet définisse clairement en quoi cette dépense est nécessaire pour combler un besoin des locataires **à participer à une vie collective**, soit en précisant le nombre d'utilisateurs et en établissant les effets ou impacts sur cette vie collective engendrés par l'acquisition d'un équipement donné.

Ne sont pas admissibles au programme, les dépenses associées à :

- un soutien financier au fonctionnement courant d'un organisme communautaire (salaire d'une ressource plein temps, frais d'administration, de déplacement, de téléphonie, etc.);
- une rémunération additionnelle à du personnel régulier d'un office d'habitation;
- la réalisation par un office d'habitation, d'aménagements d'espaces ou de travaux relevant de son budget régulier;
- l'achat de peinture pour la salle communautaire, cette dépense relevant du budget d'entretien de l'office d'habitation;
- l'achat pur et simple d'équipements qui relèvent de la responsabilité d'un office d'habitation, tels que les équipements de loisirs, le remplacement de mobilier ou d'équipements désuets, de même que l'installation d'appareils;
- l'achat d'équipements sportifs de type tapis roulant ou machines elliptiques, en raison de leur caractère individuel et du fait que ce type d'appareil peut présenter un certain danger pour la santé.

7. MESURES DE BONIFICATION D'UN PROJET

7.1 Diversification des sources de financement et contribution des résidents et résidentes

La subvention octroyée à un projet **ne couvre pas nécessairement tous les coûts reliés à sa réalisation**; au contraire, elle se veut complémentaire à une contribution financière, matérielle ou humaine de l'organisme ou de la communauté.

Une attention particulière sera donc allouée aux projets qui démontrent que des efforts réels de financement à l'extérieur du PAICS ont été réalisés. Par exemple, la mise en place d'une collecte de fonds effectuée par les locataires permettrait d'indiquer que les résidents et résidentes ont procédé à une action collective autour d'un projet commun.

Dans ce même ordre d'idées et dans le but de diversifier les sources de financement du projet, il est suggéré que les résidents et résidentes qui participent au projet soient encouragés à contribuer volontairement pour la modique somme de un ou deux dollars, à la tenue de toutes activités communautaires de type repas, sorties, etc.

7.2 Remboursement additionnel de TPS

Depuis février 2004, les offices d'habitation disposent de sommes supplémentaires provenant du remboursement additionnel de la TPS. Les offices peuvent disposer de ces sommes supplémentaires et les utiliser selon leurs besoins. Ces sommes sont transférables pour financer des activités communautaires et sociales ou des travaux majeurs. Ainsi, il peut être très intéressant pour un office d'utiliser une partie de cet argent pour bonifier un projet PAICS, notamment ceux qui s'adressent aux personnes âgées. En effet, le PAICS ne permet pas l'achat pur et simple d'équipements de loisirs, le remplacement de mobilier ou d'équipements désuets.

Une demande d'utilisation d'un montant provenant du remboursement additionnel de TPS pourrait être très intéressant afin de combler ce type de besoins, ce qui en plus pourrait venir bonifier leur projet. Ainsi, pourront être considérés les projets d'achat d'équipements de loisirs ou d'adaptation des lieux dont l'objectif est de faciliter la participation à la vie collective jusqu'à concurrence d'un **montant maximum de 2 500 \$**.

Une association de locataires qui présente un projet peut également demander à son office de collaborer au financement d'un projet à partir de ce budget. Soulignons qu'un projet PAICS dont une partie du financement proviendrait du remboursement additionnel transférable de TPS serait accueilli plus favorablement lors de l'analyse du dossier.

8. PROCESSUS DE SÉLECTION DES PROJETS

L'analyse des projets est confiée à un comité de sélection formé de représentants et représentantes de la SHQ, du MFACF, du MICC, de la Fédération des locataires d'HLM du Québec (FLHLMQ), du Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ) et du milieu communautaire intervenant dans le domaine de l'habitation ou du réseau sociocommunautaire.

La SHQ, le MFACF et le MICC se réservent le droit de modifier la composition et le fonctionnement du comité de sélection, s'ils le jugent utile ou nécessaire.

Les projets reçus sont répartis en quatre catégories et seront comparés entre eux selon les objectifs visés et les dépenses prévues. Ces catégories sont :

- Catégorie 1 : 0 à 4 999 \$
- Catégorie 2 : 5 000 à 9 999 \$
- Catégorie 3 : 10 000 à 14 999 \$
- Catégorie 4 : 15 000 à 20 000 \$ maximum

L'analyse des projets se déroule en quatre étapes distinctes :

1^{RE} ÉTAPE : examen d'admissibilité et de conformité des projets

Vérification de :

- l'admissibilité des organismes et des projets soumis selon les conditions et les critères énumérés dans le présent guide d'élaboration;
- la conformité des dossiers par rapport aux exigences administratives du programme : respect des délais, formulaire dûment complété, dépôt des documents obligatoires.



2^E ÉTAPE : analyse des projets à partir des critères suivants

PERTINENCE DU PROJET OU DE SA POURSUITE

La conformité du projet avec les objectifs du programme, son originalité et la cohérence des activités entre l'objectif poursuivi, la problématique identifiée et les résultats attendus.

QUALITÉ GÉNÉRALE DU PROJET

Le caractère concret et réalisable des actions envisagées, la cohérence et l'efficacité des solutions retenues, le degré de participation des résidents et résidentes, les efforts démontrés en vue de diversifier les sources de financement au projet, le degré d'implication ou d'engagement de l'organisme et des partenaires, s'il y a lieu, le réalisme du calendrier proposé, la disponibilité des ressources nécessaires et le niveau d'engagement des partenaires dans chacune des étapes.

IMPACTS DU PROJET

L'effet mobilisateur ou structurant du projet sur la prise en charge de leur milieu par les résidents et résidentes, le bénévolat, la contribution du projet au développement communautaire et social en HLM et dans la collectivité environnante.

COÛTS DU PROJET

La précision et le réalisme du budget prévu, l'implication financière de l'organisme, la diversité des sources de financement, la qualité et la fiabilité des partenaires financiers.

CAPACITÉ DE L'ORGANISME PORTEUR À RÉALISER LE PROJET

L'expérience de l'organisme qui présente un projet ou son degré de collaboration avec le milieu, s'il y a lieu.

**3^E ÉTAPE : sélection et recommandations du comité de sélection**

Le comité devra, à la suite de l'analyse des projets :

- déterminer le montant de la subvention accordée à chacun des projets sélectionnés;
- s'assurer d'une juste répartition entre les clientèles desservies et entre les régions représentées;
- dresser une liste des projets recommandés au consensus. En cas de désaccord, la SHQ se réserve un droit de veto;
- faire rapport aux autorités concernées.

**4^E ÉTAPE : décision**

Les recommandations du comité de sélection seront acheminées pour fins d'entérinement et d'annonce par les ministres des Affaires municipales et des Régions, de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine ainsi que de l'Immigration et des Communautés culturelles.

9. VERSEMENT ET SUIVI DE LA SUBVENTION

À la suite de l'annonce de la subvention par les ministres concernés, la SHQ fera parvenir à l'organisme une **lettre d'entente** accompagnée d'un chèque représentant le montant total octroyé.

Cette lettre fera état des obligations de l'organisme ainsi que des engagements de la Société. **Elle devra être signée par deux personnes dûment autorisées à effectuer les transactions bancaires** reliées à la réalisation du projet avant d'être retournée à la SHQ.

L'organisme consent à la visite du projet par le représentant désigné par la SHQ et ses partenaires (MFACF et MICC). Il communique à cette fin à la SHQ le calendrier et le lieu de réalisation des activités du projet.

La SHQ devra être avisée par écrit de tout changement apporté au projet initial soit, un changement de responsable, d'activités, de budget ou de calendrier. La SHQ, si nécessaire, approuvera les modifications par écrit. La SHQ se réserve le droit de mettre fin au contrat si les termes de l'entente ne sont pas respectés. Le cas échéant, la SHQ peut réclamer à l'organisme le remboursement total ou partiel du montant de la subvention octroyée.

Dans l'éventualité où une association viendrait à se dissoudre, le mandataire du projet devra remettre l'argent résiduel en le retournant par chèque à la Société d'habitation du Québec.

Tout organisme récipiendaire d'une subvention dans le cadre de ce programme doit remettre un état de situation et un rapport final de réalisation du projet à la SHQ selon les termes contenus dans la lettre d'entente liant l'organisme subventionné à la SHQ.

10. INSCRIPTION AU PROGRAMME

L'organisme qui, seul ou conjointement, veut présenter une demande d'aide financière au PAICS doit remplir le formulaire de demande ci-joint et fournir tous les documents obligatoires à l'étude du dossier.

Pour toute demande d'aide ou d'information supplémentaire, vous pouvez vous adresser à :

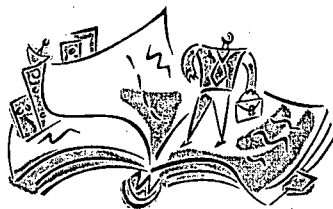


- madame José Paquet au numéro de téléphone 514 873-9602
- madame Marie Hélène Perron au numéro de téléphone 514 873-9601
- ou au numéro sans frais de la SHQ 1 800 463-4315

En rappel :

La date limite pour la soumission des projets est
fixée au mardi 24 avril 2007 à 16 h 30.

Les dossiers reçus après cette date ne seront pas analysés. Le cachet de la poste, d'une société de messagerie ou la date apparaissant sur notre bordereau de réception (pour les demandes reçues par télécopieur) atteste de la date d'expédition.

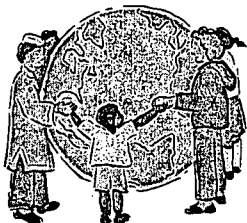


Projets visant les familles :

- > Réaliser des activités qui permettent le rapprochement des familles et des adultes en utilisant des équipements récréatifs, en assurant de l'aide aux devoirs et en organisant des soupers communautaires, des cafés rencontres thématiques, des ateliers de bricolage ou de peinture.
- > Organiser des petits déjeuners éducatifs (activités pédagogiques, exercices physiques, etc.).
- > Offrir des dîners à prix modiques (par exemple à 1 \$) aux enfants d'âge scolaire. Les repas sont préparés par des résidents bénévoles tous les jours.
- > Offrir des formations en gardiennage et en secourisme d'urgence aux jeunes. La promotion des services se fait par le biais du journal interne.
- > Assurer des ateliers de lecture les vendredis destinés aux jeunes du primaire.
- > Mettre sur pied un journal communautaire et une bibliothèque pour les adultes et pour les jeunes.
- > Coordonner des ateliers destinés aux enfants et aux parents : bricolage, heure du conte et atelier d'artisanat offerts aux mères avec leurs adolescents.

**Projets pour les personnes âgées :**

- > Créer un aménagement du terrain de même qu'un jardin communautaire dont les récoltes serviront à faire des cuisines collectives.
- > Aménager un terrain de pétanque et de croquet dans le but de briser l'isolement des personnes âgées tout en leur faisant faire de l'exercice physique.
- > Distribuer des repas aux personnes âgées tout en établissant un lien entre les générations, de même qu'un lien entre les résidents et l'office.
- > Organiser sur une base mensuelle des rencontres pour discuter de sujets liés, par exemple, au bien-être physique et mentale, à la santé alimentaire, au mandat d'inaptitude (procuration, droit), au guichet automatique, aux aînés face aux nouvelles technologies, etc.
- > Briser l'isolement par le biais de repas communautaires, la promotion de jardins collectifs ou encore de cuisines collectives.
- > Rassembler les locataires dans une activité physique, par exemple : des cours de danse en ligne pour fraterniser, briser l'isolement, améliorer le bien-être mental et physique des résidents et maintenir leur autonomie.
- > Organiser des activités culturelles ou artisanales, telles le bricolage, la peinture sur toile, le tricot, le chant ou une chorale, etc.

**Projets visant le rapprochement interculturel :**

- > Créer et interpréter une pièce de théâtre sur le thème des difficultés et des joies de la cohabitation interethnique en milieu résidentiel.
- > Organiser et réaliser des activités d'accueil et de présentation des diverses communautés culturelles présentes dans l'ensemble d'habitation.
- > Organiser et réaliser des activités d'échange entre résidents des diverses communautés sur l'histoire, les valeurs, la famille, les modes d'habiter et les codes sociaux du Québec.



Avec la participation de :

- Société d'habitation du Québec
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

PROGRAMME D'AIDE À L'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE ET SOCIALE EN HLM (PAICS)



FORMULAIRE DE DEMANDE - ÉDITION 2007

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Avant de remplir le formulaire, veuillez lire attentivement le *Guide d'élaboration de projets* du *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS)* - édition 2007. Il est important de bien remplir toutes les rubriques du formulaire qui concernent votre projet.

Une fois rempli, vous devez le signer et le retourner à la Société d'habitation du Québec par courrier postal, messagerie ou télécopieur¹ à l'attention de la personne mentionnée ci-dessous. La ou le signataire de la demande atteste que les renseignements fournis sont exacts et complets. Veuillez vous assurer que tous les renseignements et documents requis sont inclus.

La date limite pour la soumission des projets est le mardi 24 avril 2007 à 16 h 30. Les dossiers reçus après cette date ne seront pas analysés. Le cachet de la poste, d'une société de messagerie ou la date apparaissant sur notre bordereau de réception (pour les demandes reçues par télécopieur) atteste de la date d'expédition.

Pour toute demande d'aide ou d'information supplémentaire, vous pouvez vous adresser à

- madame José Paquet au numéro de téléphone 514 873-9602
- madame Marie Hélène Perron au numéro de téléphone 514 873-9601
- ou au numéro sans frais de la SHQ : 1 800 463-4315

Le formulaire ainsi que les documents requis devront être acheminés à l'adresse suivante :

Société d'habitation du Québec
Direction de la planification et de la recherche
Service de la planification stratégique et du partenariat
1054, boulevard Louis-Alexandre-Taschereau
Aile Saint-Amable, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5E7



Télec. : 418 528-0403
À l'attention de madame Diane Leclerc

¹ Les formulaires reçus par courriel ne seront pas analysés.

Avec la participation de :
 Société d'habitation du Québec
 Ministère de la Famille, des Aînés
 et de la Condition féminine
 Ministère de l'Immigration et des
 Communautés culturelles
 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Réserve à la SHQ	
N° de dossier :	
Circonscription électorale (n° et nom) :	
N° d'entreprise du Québec :	
Région administrative (n° et nom) :	

25

**PROGRAMME D'AIDE À L'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE
 ET SOCIALE EN HLM (PAICS)**

FORMULAIRE DE DEMANDE - ÉDITION 2007

DEMANDE PRÉSENTÉE PAR¹

☐ Association de locataires d'HLM
 ☐ Office d'habitation
 ☐ Projet conjoint¹

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME PORTEUR OU DU MANDATAIRE

Nom (selon la charte) : _____

Adresse : N° : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____

Nom et fonction de la
 personne responsable
 du projet : _____ ☎ _____

Nom et fonction de la
 personne en soutien
 au responsable : _____ ☎ _____

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Combien de logements au total
 votre organisme représente-t-il ? _____
 Combien de ces logements sont
 directement touchés par le projet : _____
 Combien de personnes sont
 directement visés par le projet : _____

Précisez la principale
 clientèle rejointe par
 votre projet :

☐ Personnes âgées

☐ Familles (veuillez préciser le groupe d'âge) : _____

☐ Personnes seules

☐ Autre (précisez) : _____

MONTANT DE LA SUBVENTION PAICS DEMANDÉ POUR L'ÉDITION 2007

= _____ \$

Indiquer, s'il y a lieu, les subventions déjà reçues dans le cadre du PAICS :

2005-2006 : _____ \$ Titre du projet : _____

2004-2005 : _____ \$ Titre du projet : _____

2003-2004 : _____ \$ Titre du projet : _____

¹ **Projet conjoint** : Organismes admissibles qui présentent un projet et qui le réalisent ensemble. Ils désignent l'un d'eux comme mandataire, c'est-à-dire celui qui sera le porte-parole des autres partenaires auprès de la SHQ, celui qui recevra et gèrera la subvention.

1. DESCRIPTION DU PROJET

2/6

1.1 À quels besoins, problèmes ou objectifs votre projet veut-il répondre ?

1.2 Dans le cas de la poursuite d'un projet, répondez aux questions suivantes, sinon bien vouloir passer au point 1.3

☉ Expliquer comment les fonds ont été dépensés :

☉ Justifier comment cette aide financière supplémentaire vous aidera dans la poursuite de votre projet :

1.3 Quelles démarches ou activités souhaitez-vous développer et organiser pour combler ce besoin, régler la situation ou atteindre vos objectifs ?

1

27

1.5

2.

Dé

Voici quelques exemples d'étapes de réalisation : la planification du projet ou des activités, le recrutement des participants ou des ressources, la recherche de financement, la mise en œuvre du projet, l'évaluation du projet.

Organisme responsable

**Dates
(début/fin)**

3. CONTRIBUTIONS MATÉRIELLES, HUMAINES ET FINANCIÈRES28

Organisme(s) présentant la demande	Contributions matérielles (ex.: prêt de local, ordinateur, etc.)	Contributions humaines	Contributions financières
Association : et/ou			\$
			\$
Office :			\$
			\$
TOTAL DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ (A)			\$

Partenaires au projet	Contributions matérielles (ex.: prêt de local, ordinateur, etc.)	Contributions humaines	Contributions financières
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
TOTAL DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ (B)			\$

GRAND TOTAL DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES (A + B) :	\$
---	----

4. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES RELIÉES À LA RÉALISATION DU PROJET

4.1 Revenus


Total des contributions financières consacrées au projet
(Grand total des contributions financières inscrit au point 3)

4.2 Dépenses

Veuillez identifier chacun des postes de dépenses. Un coût non détaillé ne sera pas considéré.

Ex: ▶ Salaire d'une coordonnatrice (nombre heures x tarif horaire) + avantages sociaux (16 % max.) x 44 semaines (max.)
▶ Nommer les équipements nécessaires à la réalisation du projet et détailler chaque coût (max. 2 500 \$)
▶ Indiquer les achats de service, s'il y a lieu (À qui ? Quels organismes ? Pourquoi ?)

	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
Total des dépenses reliées au projet ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡ ➡	\$

 MONTANT DE LA SUBVENTION PAICS (Écart entre le montant des revenus et le montant des dépenses)	\$
---	----

5. DOCUMENTS OBLIGATOIRES

29


POUR LES ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES :

Documents
 joints


Documents
 déjà fournis

 Résolution du **conseil d'administration** appuyant la demande et désignant les signataires de tout document concernant la présente demande (**voir point 8**).

☐

 Liste à jour des membres du conseil d'administration (nom et fonction).

☐


 Lettre d'appui de l'Office d'habitation (Si toutefois vous n'avez pu obtenir cette lettre d'appui, veuillez nous indiquer les raisons). _____

☐

Demande de subvention de moins de 5 000 \$

 Copie des règlements généraux.


☐
☐

 Rapport financier de l'organisme adopté à la dernière assemblée générale.


☐

ou

Demande de subvention de plus de 5 000 \$

 Copie de la charte, preuve d'incorporation ou d'intention d'incorporation.

☐
☐

 Rapport financier de l'organisme adopté à la dernière assemblée générale.


☐

POUR LES OFFICES D'HABITATION :

Documents
 joints

 Résolution du **conseil d'administration** appuyant la demande et désignant les signataires de tout document concernant la présente demande (**voir point 8**).

☐


 Liste à jour des membres du conseil d'administration (nom et fonction).

☐

 Lettre d'appui de l'association de locataires impliquée dans l'activité ou le projet.

☐

En l'absence d'association de locataires, l'office d'habitation devra :

 Fournir une lettre de collaboration du Comité consultatif des résidents et résidentes (CCR) lorsqu'il existe. Sinon, joindre une lettre d'appui des locataires impliqués dans le projet ou encore faire appel à l'une ou l'autre des modalités suivantes :

☐

✓ tenir une assemblée générale afin de procéder à la mise en place, sur une base volontaire, d'une association de locataires, laquelle appuie le projet;

☐

✓ dans le cas où cela est impossible, obtenir au moins 10 % de signatures de locataires ou, dans les offices d'habitation de moins de 50 locataires, avoir cinq signatures de locataires appuyant le projet.

☐

6. DOCUMENTS FACULTATIFS

▪ Appuis d'organismes communautaire, public, privé ou autres

☐ Oui et lettres
 ci-jointes

☐ Non

7. SIGNATURES REQUISES

7.1 Nom et fonction de la personne responsable du projet (comme indiqué à la résolution ci-jointe)

Nom Fonction

Signature  

7.2 Nom et fonction de la personne en soutien au responsable (comme indiqué à la résolution ci-jointe)

Nom Fonction

Signature  

8. EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

De : _____
(Nom de l'organisme)

Tenue le : _____ à : _____

Sur proposition dûment présentée et appuyée, il a été résolu ce qui suit :

1. De présenter une demande à la Société d'habitation du Québec afin d'obtenir une aide financière de _____ \$ provenant du *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS) – édition 2007.*
2. En contrepartie de l'obtention de cette aide financière, de respecter les conditions dudit programme.
3. De mandater deux personnes, dont la première sera responsable du suivi de la demande et la seconde à être rejointe en cas d'absence de la première personne :

Nom _____ Titre _____
Personne responsable du projet

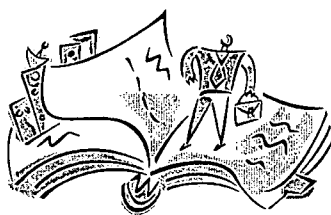
Nom _____ Titre _____
Personne en soutien au responsable

pour signer, au nom de l'association de locataires ou au nom de l'office d'habitation, tout document concernant la présente demande.

 _____
Signature (secrétaire du conseil d'administration de l'organisme)

(Date)

Note : Dans le cas d'un projet conjoint, veuillez vous assurer que chacun des deux organismes responsables du projet remplisse une résolution au moyen d'une photocopie.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

31

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 13

Titre

Crédits 2006-2007 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM en spécifiant :

- nombre de demandes reçues;
- nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2005-2006 et 2006-2007.

Le Ministère n'a pas consacré de crédits au financement du PAICS lors de l'année 2006-2007.

Le financement de l'édition de 2006 fut imputé au budget de 2005-2006.

Le financement de l'édition de 2007 sera imputé au budget de 2007-2008, car une nouvelle entente de trois ans, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2007, a été signée avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) pour le financement du PAICS pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

Résultats de l'édition 2006

Le comité de sélection du PAICS s'est réuni les 24, 25 et 26 mai 2006. **Les membres ont étudié les 135 dossiers admissibles.** Aux termes de cette analyse, ils ont **recommandé, à l'unanimité, 72 projets totalisant la somme de 466 672 \$.** L'annonce des subventions a eu lieu au début du mois d'août 2006 et les organismes ont reçu l'argent au cours de ce même mois.

DISTRIBUTION RÉGIONALE DES PROJETS				
RÉGION	PROJETS	MONTANT DEMANDÉ	PROJETS RETENUS	MONTANT TOTAL ACCORDÉ
01	8	64 574,00 \$	3	20 040 \$
02	7	65 120,00 \$	4	41 490 \$
03	10	95 351,00 \$	5	51 240 \$
04	4	29 572,00 \$	2	25 572 \$
05	11	55 860,21 \$	5	15 545 \$
06	39	387 609,00 \$	26	199 434 \$
07	5	39 271,00 \$	3	4 500 \$
08	3	17 091,00 \$	2	3 360 \$
09	3	53 686,78 \$	-	-
10	3	40 431,00 \$	3	20 941 \$
11	3	36 500,00 \$	-	-
12	8	91 474,00 \$	1	20 000 \$
13	7	35 538,00 \$	2	4 700 \$
14	6	37 001,06 \$	2	3 000 \$
15	6	33 000 \$	3	3 000 \$
16	13	101 815,55 \$	7	33 250 \$
17	7	70 825,00 \$	4	20 600 \$
TOTAL	143	1 254 719,60 \$	72	466 672 \$

Données 2007

- Le nombre de demandes pour 2007 est de 120.
- L'analyse des dossiers n'est pas terminée.
- Le comité de sélection doit se rencontrer au début de juin.
- Les projets retenus et les montants seront annoncés en juin 2007.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et programmes
VALIDATION : Nicole Paquet

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 14

Titre

État de situation sur le développement d'une politique de conciliation famille-travail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2004, le gouvernement a lancé une vaste consultation sous le thème *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille*. C'est ainsi qu'une cinquantaine de fédérations ou d'associations nationales ont été rencontrées. Plus de 60 avis ou mémoires ont été analysés, sans compter une consultation en ligne pour recueillir l'opinion de la population.
- En décembre 2006, le gouvernement a rendu public la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.
- La conciliation travail-famille constitue une orientation retenue pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Notre Ministère travaille actuellement à la mise en œuvre de plusieurs mesures contenues dans le plan d'action 2007-2010 qui accompagne la politique.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-04

VALIDATION: Direction générale des politiques -
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

33

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 15

Titre

Liste des mesures de conciliation famille-travail mises en place depuis le 1^{er} avril 2003 et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le gouvernement a rendu public en décembre 2006 la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* ainsi que le plan d'action 2007-2010 qui s'y rattache.

Plusieurs mesures de cette politique visent à faciliter la conciliation travail-famille, qui constitue l'une des six orientations retenues pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, le gouvernement a également mis en place plusieurs mesures de conciliation travail-famille depuis 2003. Ces mesures se retrouvent dans le *Bilan 2003-2006 des réalisations gouvernementales en faveur des familles et des enfants* déposé en février 2007.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-04-12

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP16

Titre

Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille travail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Document de consultation Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille.

Document de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait

Plan d'action gouvernemental 2007-2010 Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-05-25

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP 17

Titre

État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Afin de répondre à la diversité des besoins des familles, l'accessibilité des services de garde et la flexibilité de l'offre doivent être améliorés. Les services de halte-garderie offerts par les organismes communautaires présentent une alternative intéressante.

Ces services permettent à des parents, principalement issus de milieu défavorisé, d'obtenir un moment de répit ou de participer à des activités d'intégration sociale et professionnelle. Ils fournissent une réponse adaptée au besoin de garde occasionnelle et temporaire de certaines familles. Cette offre de service de garde est complémentaire à celle des services de garde régis. Pour 2006-2007, le ministre des Finances a autorisé une enveloppe de 3 M\$ afin d'assurer le soutien financier des services de halte-garderie offerts par les organismes communautaires.

Un comité de travail composé de représentants du Ministère et des organismes communautaires a réalisé des travaux sur la reconnaissance et le financement des services de halte-garderie.

Critères de financement retenus pour 2006-2007

- Le soutien financier de chaque organisme se calcule en fonction de son offre de service (heures d'ouverture, nombre de semaines fonctionnelles par année et taux de fréquentation) de l'année 2005-2006.
- Les organismes financés doivent s'engager à respecter certaines conditions concernant, notamment, la sécurité des enfants.
- Le financement accordé doit obéir aux règles de saine gestion des deniers publics. Une reddition de comptes est exigée de l'organisme fiduciaire.

Organismes financés

- 263 organismes ont reçu une aide financière pour un montant total de 2 978 500 \$.
- 175 sont des organismes communautaires Famille (OCF) pour 1 927 000 \$.
- 88 sont des organismes communautaires rattachés à d'autres ministères pour 1 051 500 \$.

Dans le discours du Budget 2007-2008, le gouvernement a **annoncé la récurrence du budget de 3 M\$** destiné à financer les services de halte-garderie communautaires.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2007-06-05

VALIDATION: Direction générale des politiques - 2007-06-06
Bureau du sous-ministre adjoint par intérim

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

36

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial), aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux garderies, par région, pour l'année 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

Exposé et statistiques

1. Renseignements pour 2006-2007

Il s'agit de la somme des versements effectués durant l'exercice financier 2006-2007. Les versements effectués sont affectés par des avances de fonds, des sommes dues aux services de garde ou des recouvrements.

Subvention prévisionnelle 2006-2007 ⁽¹⁾			
Région	Centres de la petite enfance	Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement	Subvention annuelle
01 Bas St-Laurent	16 967 271,88 \$	10 978 455,44 \$	34 607,05 \$
02 Saguenay / Lac St-Jean	28 585 434,58 \$	15 917 415,62 \$	4 051 174,57 \$
03 La Capitale Nationale	80 136 705,54 \$	31 403 747,16 \$	20 534 874,35 \$
04 Mauricie	27 635 633,07 \$	13 116 236,66 \$	1 904 680,34 \$
05 Estrie	38 681 513,80 \$	18 114 671,96 \$	2 520 679,83 \$
06 Montréal	230 997 365,29 \$	60 738 231,57 \$	134 239 207,49 \$
07 Outaouais	44 158 511,40 \$	21 280 789,74 \$	7 387 788,95 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	16 753 512,08 \$	9 254 397,90 \$	679 367,99 \$
09 Côte-Nord	10 736 385,86 \$	5 479 853,22 \$	
10 Nord du Québec	12 240 229,84 \$	1 182 715,00 \$	110 047,25 \$
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	8 014 472,75 \$	5 533 292,36 \$	199 433,25 \$
12 Chaudière-Appalaches	40 026 557,77 \$	23 100 378,21 \$	5 846 538,29 \$
13 Laval	34 057 227,04 \$	19 293 704,90 \$	23 838 489,04 \$
14 Lanaudière	39 805 035,14 \$	24 189 018,32 \$	16 559 956,94 \$
15 Laurentides	53 141 736,70 \$	29 099 747,48 \$	14 949 041,93 \$
16 Montérégie	151 207 863,40 \$	74 315 304,78 \$	52 820 606,93 \$
17 Centre du Québec	23 369 628,27 \$	12 180 348,68 \$	3 819 118,99 \$
Total 2006-2007	856 515 084,41 \$	375 178 309,00 \$	289 495 613,19 \$

⁽¹⁾ Source : SYGBEC -20 avril 2007.

2. Renseignements pour 2007-2008

	Livre des crédits
Subvention de fonctionnement des CPE	830,8 M\$
Subvention annuelle des Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (incluant la rétribution des responsables de services de garde)	463,3 M\$
Subvention annuelle des garderies conventionnées	306,8 M\$
Subventions de développement et d'investissements	2,5 M\$
TOTAL	1 603,4 M\$
Service de la dette des CPE	13,6 M\$
Régime de retraite à l'intention des employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	48,1 M\$

* Excluant 2,1M\$ pour les créances douteuses

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations – 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

37

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre

Nombre de places et budgets accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2007, comparativement au 31 mars 2006

Région	CPE/inst.	CPE/MF	Garderies	TOTAL	CPE/inst.	Milieu familial	Garderies	TOTAL
	Places <u>financées</u> au 31 mars 2006				Places <u>financées</u> au 31 mars 2007			
Bas-Saint-Laurent	1 361	2 634	0	3 995	1 366	2 863	8	4 237
Saguenay/Lac-Saint-Jean	2 360	3 644	412	6 416	2 362	3 757	413	6 532
Capitale nationale	6 690	7 393	2 247	16 330	6 741	7 520	2 299	16 560
Mauricie	2 337	3 021	218	5 576	2 337	3 204	218	5 759
Estrie	3 304	4 226	253	7 783	3 303	4 295	292	7 890
Montréal	20 680	13 762	15 584	50 026	20 982	13 117	15 777	49 876
Outaouais	3 724	5 204	794	9 722	4 037	5 093	859	9 989
Abitibi-Témiscamingue	1 516	2 421	80	4 017	1 529	2 330	80	3 939
Côte-Nord	982	1 252	0	2 234	968	1 332	0	2 300
Nord-du-Québec	2 063	330	0	2 393	2 063	322	21	2 406
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	697	1 341	23	2 061	705	1 342	23	2 070
Chaudière-Appalaches	3 213	5 443	673	9 329	3 347	5 710	673	9 730
Laval	2 820	4 452	2 662	9 934	2 948	4 450	2 904	10 302
Lanaudière	3 370	5 809	1 832	11 011	3 395	5 776	1 992	11 163
Laurentides	4 591	7 025	1 732	13 348	4 661	6 872	1 806	13 339
Montérégie	12 908	18 138	6 108	37 154	13 233	17 686	6 246	37 165
Centre-du-Québec	1 957	2 916	416	5 289	1 957	2 976	416	5 349
Total	74 573	89 011	33 034	196 618	75 934	88 645	34 027	198 606

	Dépenses 2006-2007
Subventions	
Subvention de fonctionnement des CPE	859,7 M\$
Subvention annuelle des BC	375,2 M\$
Subvention annuelle des garderies subventionnées	289,5 M\$
Autres subventions CPE (frais de consolidation, résiliation de bail)	0,3 M\$
Subventions de développement et d'investissement aux CPE	0,7 M\$
Total subvention CPE, BC et garderies	1 525,4 M\$
Programme d'aide financière remboursable des CPE	0,1 M\$
Service de la dette des CPE	5,8 M\$
Régime de retraite	46,9 M\$

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 6 juin 2007
COLLABORATION : Direction du financement et des immobilisations
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

38

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP20

Titre
Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2007 comparativement au 31 mars 2006, 2005 et 2004

Exposé et statistiques				
<p align="center">Projet en attente au 31 mars 2007</p> <p align="center">Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande</p>				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	32	0	0	57
Saguenay/Lac St-Jean	52	0	0	158
Capitale-Nationale	30	373	434	812
Mauricie	6	153	127	115
Estrie	5	125	100	109
Montréal	306	2465	1611	17 102
Outaouais	21	55	0	1 354
Abitibi-Témiscamingue	2	37	80	29
Côte-Nord	2	65	50	30
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	8	30	30	147
Laval	58	284	470	3 558
Lanaudière	53	94	50	3 620
Laurentides	62	0	0	4 327
Montréal	139	124	280	8 589
Centre-du-Québec	4	0	0	162
TOTAL	705	3 828	3 255	40 169
Total des projets CPE et nombre de places	64	7 083		
Total des projets garderies et nombre de places	641			40 169

Exposé et statistiques				
Projet en attente au 31 mars 2006				
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	2	0	0	37
Saguenay/Lac St-Jean	2	0	0	49
Capitale-Nationale	24	373	434	553
Mauricie	6	153	127	115
Estrie	5	125	100	109
Montréal	291	2465	1611	16 331
Outaouais	17	0	0	1 170
Abitibi- Témiscamingue	2	37	80	29
Côte-Nord	2	65	50	30
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	30	73
Laval	56	284	470	3 478
Lanaudière	49	94	50	3 321
Laurentides	53	0	0	3 898
Montréal	128	124	280	7 949
Centre-du-Québec	4	0	0	162
TOTAL	646	3 773	3 255	37 304
Total des projets CPE et nombre de places	63	7 028		
Total des projets garderies et nombre de places	583			37 304

Répartition, par région, des projets enregistrés *en attente* (spécifier le nombre de placés, par projet), par type de garde, au 31 mars 2005.

EN ATTENTE AU 31 MARS 2005				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	2	0	0	37
Saguenay/Lac St-Jean	3	0	0	79
Capitale-Nationale	27	373	434	461
Mauricie	10	153	127	141
Estrie	6	125	100	80
Montréal	306	2605	1611	15 508
Outaouais	13	0	0	914
Abitibi- Témiscamingue	4	37	80	29
Côte-Nord	3	65	50	30
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	30	73
Laval	55	364	470	3024
Lanaudière	49	94	50	3361
Laurentides	39	0	0	2758
Montréal	127	124	280	7960
Centre-du-Québec	4	0	0	162
TOTAL	653	3 993	3 255	34 617

EN ATTENTE AU 1 ^{er} MARS 2004				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	0	0	0	0
Saguenay/Lac St-Jean	3	0	0	133
Capitale-Nationale	21	478	434	524
Mauricie	3	153	127	0
Estrie	2	125	100	0
Montréal	189	2 755	1 661	6 517
Outaouais	1	0	0	80
Abitibi- Témiscamingue	2	37	80	0
Côte-Nord	1	65	50	0
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	2	30	30	29
Laval	34	364	470	1 885
Lanaudière	12	94	50	576
Laurentides	13	0	0	869
Montréal	2	124	280	0
Centre-du-Québec	0	0	0	0
TOTAL	286	4 248	3 305	10 613

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage, 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP21

Titre

Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2006-2007.

Exposé et statistiques								
Nouvelles places sous permis entre le 1 ^{er} avril 2006 et le 31 mars 2007								
	Installation		Milieu familial		Garderies			
2006-2007	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
					Financée	Financée	Non Financée	Non Financée
Bas-Saint-Laurent	5	0.4	229	8.7	8	n/a	20	n/a
Saguenay Lac-Saint-Jean	2	0.1	113	3.1	1	0.2	0	n/a
Capitale nationale	51	0.8	127	1.7	52	2.3	59	26.5
Mauricie	0	0.0	183	6.1	0	0.0	0	0.0
Estrie	-1	0.0	69	1.6	39	15.4	0	0.0
Montréal	302	1.5	-645	-4.7	193	1.2	554	27.3
Outaouais	313	8.4	-111	-2.1	65	8.2	0	n/a
Abitibi- Témiscamingue	13	0.9	-91	-3.8	0	0.0	0	n/a
Côte-Nord	-14	-1.4	80	6.4	0	n/a	0	n/a
Nord-du-Québec	0	0.0	-8	-2.4	21	n/a	0	n/a
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	8	1.1	1	0.1	0	0.0	0	n/a
Chaudière- Appalaches	134	4.2	267	4.9	0	0.0	0	0.0
Laval	128	4.5	-2	0.0	242	9.1	122	50.8
Lanaudière	25	0.7	-33	-0.6	160	8.7	0	0.0
Laurentides	70	1.5	-153	-2.2	74	4.3	66	150.0
Montréal	325	2.5	-452	-2.5	138	2.3	193	26.3
Centre-du-Québec	0	0.0	60	2.1	0	0.0	37	67.3
TOTAL	1 361		-366		993		1051	
Taux de croissance		1.8		-0.4		3.0		30.1
Total places financées	1988							

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre

Taux d'occupation dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies subventionnées
2004-2005	94,44 %	81,83 %	98,00 %
2005-2006	94,43 %	84,17 %	98,93 %
2006-2007	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Les données pour 2006-2007 ne seront pas disponibles avant décembre 2007.

Le taux d'occupation représente la proportion de ses places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents}}{(\text{nombre de places subventionnées} \times 261 \text{ jours})}$$

Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison des vacances, des maladies et des congés fériés (installations et garderies).

La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation et non pas des jours de présence.

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations
5 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre
Taux de présence réelle dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies subventionnées
2004-2005	81,81 %	88,69 %	87,89 %
2005-2006	81,65 %	88,18 %	87,88 %
2006-2007	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Les données pour 2006-2007 ne seront pas disponibles avant décembre 2007.

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services. Le nombre de jours de présences est constaté dans *l'État de l'occupation et des présences réelles* qui fait partie du rapport financier vérifié des services de garde. Il se calcule comme suit :

Nombre de jours de présence des enfants

+

Nombre de jours d'occupation selon les ententes de service conclues avec les parents

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

Direction du financement et des immobilisations – 15 mai 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP24

Titre

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.

Exposé et statistiques

2006-2007

Répartition régionale des places récupérées

Region	Installation	Garderie	Milieu familial
	Nbre	Nbre	Nbre
Montréal	0	55	0
Laval	0	3	0
Laurentides	33	0	0
Montréal	0	120	0
TOTAL	33	178	0

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25

Titre

Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.

Exposé et statistiques

RÉGION	RÉAFFECTATION			TOTAL
	INSTALLATION	GARDERIE	MILIEU FAMILIAL	
Montréal	0	55	0	55
Laval	0	3	0	3
Laurentides	26	7	0	33
Montréal	40	80	0	120
TOTAL	66	145	0	211

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

Direction de la coordination et du soutien aux opérations

5 juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

47

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007
trié par région.

Exposé et statistiques

Nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2005-2006				
Région administrative	Installation	Milieu familial	Garderies subventionnées	Total
01 Bas St-Laurent	51	29	-	81
02 Saguenay / Lac St-Jean	66	45	9	121
03 La Capitale Nationale	277	70	36	383
04 Mauricie	47	27	3	77
05 Estrie	93	44	-	138
06 Montréal	501	149	147	796
07 Outaouais	43	39	12	95
08 Abitibi-Témiscamingue	32	16	-	48
09 Côte-Nord	10	8	-	18
10 Nord du Québec	27	1	-	28
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	11	15	2	28
12 Chaudière-Appalaches	139	45	10	194
13 Laval	97	56	21	174
14 Lanaudière	121	55	39	215
15 Laurentides	113	89	26	227
16 Montérégie	452	186	113	752
17 Centre du Québec	60	31	5	96
Ensemble du Québec	2 141	905	423	3 469

Les données pour 2006-2007 seront disponibles en décembre 2007.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 15 mai 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre

Nombre de poupons dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007 trié par région..

Exposé et statistiques

Région administrative	Nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2005-2006			
	Installation	Milieu familial	Garderies subventionnées	Total
01 Bas St-Laurent	203	519	-	722
02 Saguenay / Lac St-Jean	343	797	61	1 201
03 La Capitale Nationale	757	1 643	228	2 629
04 Mauricie	304	650	32	987
05 Estrie	444	929	15	1 388
06 Montréal	2 122	2 976	1 042	6 141
07 Outaouais	559	868	84	1 511
08 Abitibi-Témiscamingue	222	432	10	664
09 Côte-Nord	139	251	-	390
10 Nord du Québec	212	56	-	268
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	81	217	5	303
12 Chaudière-Appalaches	570	1 125	102	1 797
13 Laval	344	833	234	1 410
14 Lanaudière	410	1 088	160	1 658
15 Laurentides	566	1 270	127	1 962
16 Montérégie	1 759	3 216	499	5 473
17 Centre du Québec	284	568	72	924
Ensemble du Québec	9 319	17 437	2 671	29 427

Les données pour 2006-2007 seront disponibles en décembre 2007.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 15 mai 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

49

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28

Titre

Nombre de places à contribution réduite par âge, par région au 31 mars 2007

Exposé et statistiques

Région	Nombre de places financées en installation des CPE et en garderies au 31 mars 2006		
	Poupons	Plus de 18 mois	Total
Bas-Saint-Laurent	165	1 209	1 374
Saguenay/ Lac-Saint-Jean	351	2 424	2 775
Capitale-Nationale	904	8 136	9 040
Mauricie	298	2 257	2 555
Estrie	409	3 186	3 595
Montréal	3 201	33 558	36 759
Outaouais	702	4 194	4 896
Abitibi- Témiscamingue	212	1 397	1 609
Côte-Nord	124	844	968
Nord-du- Québec	325	1 759	2 084
Gaspésie-Îles- de-la-Madeleine	80	648	728
Chaudière- Appalaches	568	3 452	4 020
Laval	599	5 253	5 852
Lanaudière	567	4 820	5 387
Laurentides	676	5 791	6 467
Montréal	2 171	17 308	19 479
Centre-du- Québec	293	2 080	2 373
Total	11 645	98 316	109 961
Total Milieu familial *			88 645
Grand total			198 606

* Le nombre de places accordées à l'agrément des bureaux coordonnateurs ne distingue pas la catégorie d'âge à laquelle ces places sont destinées.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
5 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

50

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP29

Titre

Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2007, et prévisions pour l'année 2007-2008.

Exposé et statistiques

L'allocation de base est le type d'allocation qui reflète le plus les coûts totaux des places à contribution réduite puisque les allocations supplémentaires et spécifiques sont des allocations répondant à des besoins particuliers pouvant différer d'un service de garde à l'autre.

ALLOCATION DE BASE	2006-2007	2007-2008
CPE et Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC): allocation de base des composantes installations + allocation de base des composantes milieu familial + allocation pour le budget de fonctionnement des BC + rétribution de base des responsables de services de garde pour l'occupation des places à contribution réduite	1 181,6 M\$	1 242,6 M\$
Garderies : allocation de base	281,4 M\$	311,8 M\$
TOTAL	1 463,0 M\$	1 554,4M\$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction du financement et des immobilisations– 5 juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

51

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP30

Titre

Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.

Exposé et statistiques

	Prévision 2007-2008	
	Contribution parentale	Contribution gouvernementale
CPE installation	14,2 %	85,8%
Milieu familial	23,4 %	76,6 %
Garderie	17,0 %	83,0 %
Moyenne (note)	17,6 %	82,4 %

Note : La moyenne est pondérée en tenant compte du nombre de places dans chaque type de services.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 1^e juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP31

<p>Titre</p> <p>État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale</p>
<p>LES ÉTAPES D'UNE DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE</p> <ol style="list-style-type: none">1. Identifier les catégories d'emplois dans le secteur d'activité.2. Comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine avec les catégories d'emplois à prédominance masculine, au sein du secteur.3. Estimer les écarts salariaux dans l'entreprise.4. Déterminer les modalités de versement des ajustements salariaux.5. Afficher les résultats dans l'entreprise.6. Procéder au versement des ajustements salariaux.7. Maintenir l'équité salariale dans l'entreprise. <p>LES ÉTAPES FRANCHIES</p> <p>Le comité sectoriel sur l'équité salariale dans les centres de la petite enfance a complété la première étape.</p> <ul style="list-style-type: none">- La méthode retenue par le comité et approuvée par la Commission de l'équité salariale (octobre 2003) comporte l'évaluation de 17 sous-facteurs. (À titre d'exemple : autonomie, créativité, efforts physiques et responsabilités des personnes.)- En juin 2003, un exercice de description des emplois a été mené. Les emplois ont été décrits de façon détaillée par 573 salariées qui les occupent.- Le comité sectoriel a rédigé un guide de formation à l'intention des évaluateurs et un guide d'interprétation pour l'analyse des emplois, en fonction de la méthode des 17 sous-facteurs.- En 2005, le comité sectoriel a terminé ses travaux : les analyses des emplois sont complétées. <p>La deuxième étape consiste, pour l'employeur, à comparer la rémunération des emplois à prédominance féminine avec la rémunération des emplois à prédominance masculine, prévus au <i>Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine</i>.</p> <p>À compter d'avril 2005, la Table d'équité salariale regroupant le Ministère, l'AQCPE et la CSN a mené les discussions permettant de développer une démarche type d'équité salariale à proposer aux employeurs assujettis sur une base consensuelle. Les travaux se sont conclus le 19 septembre 2006 par la signature d'une entente de financement qui s'appuie sur l'ensemble des éléments de la démarche type d'équité salariale. Par la suite, cette entente a été signée avec la CSQ et la FTQ.</p> <p>L'entente de financement assure aux centres de la petite enfance, aux garderies subventionnés et aux bureaux coordonnateurs un financement adéquat de leur exercice d'équité salariale si cet exercice est mené en utilisant les paramètres contenus dans la démarche type d'équité salariale.</p> <p>Dans la foulée des travaux, le Ministère, en collaboration avec l'AQCPE, a proposé des guides aux employeurs pour la comparaison des emplois masculins et féminins, tout comme ont été élaborés des outils pour déterminer les ajustements salariaux. Toutefois, il appartient à chaque employeur de compléter la démarche et d'en afficher les résultats au sein de son entreprise.</p> <p>L'affichage est prévu à l'étape 5 de la démarche. Il permet aux salariées d'être informées de la démarche, de demander des renseignements additionnels, de faire des observations et d'exercer éventuellement des recours auprès de la Commission de l'équité salariale.</p> <p>Les ajustements salariaux doivent s'appliquer à partir du 5 mai 2007 et peuvent s'étaler en 5 versements égaux sur 4 ans.</p> <p>Quant à la dernière étape de la démarche, la loi oblige toutes les entreprises à assurer le maintien de l'équité salariale lors de la modification ou de la création d'emplois. Le maintien doit également être assuré lors de la négociation ou du renouvellement d'une convention collective.</p>

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 06 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

53

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP33

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2005-2006 et 2006-2007.

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS

Service de garde avec permis Objets des plaintes reçus								
Catégories	2005-2006				2006-2007			
	CPE Inst.	CPE mf	Gard	Total	CPE Inst.	mf	Gard	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	31	31	24	86	18	25	24	67
Liste d'attente	14	1	4	19	20	5	4	29
Refus d'accès	5	3	3	11	11	4	15	30
Total catégorie	50	35	31	116	49	34	43	126
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	32	14	24	70	36	24	37	97
Comité de parents	0	0	11	11	0	0	20	20
Conseil d'administration	41	13	0	54	89	19	0	108
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	3	6	4	13	6	5	7	18
Mandats du CPE ou du BC	0	92	0	92	10	189	0	199
Permis	5	0	7	12	0	0	6	6
Programme d'activités	8	3	39	50	7	12	32	51
Programme Places contribution réduite	17	16	64	97	74	30	813	917
Régie interne	35	9	28	72	51	6	47	104
Total catégorie	141	153	177	471	273	285	962	1520
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personnel reliée à un service de garde en installation	1	0	6	7	6	0	8	14
Autre personnel reliée à un service de garde en milieu familial	0	16	0	16	0	9	0	9
Éducateur	37	0	100	137	75	0	107	182
Gestionnaire	83	22	56	161	98	33	95	226
Responsable service de garde en milieu familial	0	90	0	90	0	93	0	93
Total catégorie	121	128	162	411	179	135	210	524
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	8	1	9	18	13	0	15	28
Alimentation	21	2	86	109	18	6	109	133
Appareils de jeux et cour extérieure	10	1	18	29	12	2	17	31
Équipement	6	1	8	15	2	0	15	17
Hygiène	22	4	56	82	16	4	71	91
Locaux	22	1	41	64	20	4	45	69
Médicaments	4	1	7	12	2	0	2	4
Produits d'entretien et produits toxiques	0	0	6	6	1	0	4	5
Ratios	16	1	53	70	19	4	87	110
Total catégorie	109	12	284	405	103	20	365	488
Total des catégories	421	328	654	1403	604	474	1580	2658

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE SANS PERMIS

54

Sans permis						
Objets de plaintes reçus						
Objets des plaintes	1 ^{er} avril 2005 au 31 ^{er} mars 2006			1 ^{er} avril 2006 au 31 ^{er} mars 2007		
	Milieu familial	Install.	Total	Milieu familial	Install.	Total
Sans permis en milieu familial	103	---	103	83	---	83
Sans permis en installation	---	33	33	---	63	63
Plus de 6 enfants en installation liée à un établissement avec permis	---	0	0	---	2	2
Santé et sécurité	35	19	54	26	9	35
Utilisation du mot « garderie »	3	2	5	4	1	5
Comportements inappropriés ou dangereux	12	1	13	10	0	10
Total	153	55	208	123	75	198

SOURCE : Bureau des plaintes – 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

55

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP34

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Voir fiche RP33

SOURCE : Bureau des plaintes – 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP35

Titre
Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2005-2006 et 2006-2007

Exposé et statistiques				
Type d'infraction	Nombre d'infractions			
	Centres de la petite enfance		Garderies	
	2005-2006	2006-2007	2005-2006	2006-2007
Vérification de l'absence d'empêchement du personnel du service de garde	177	121	113	120
Cours de premiers soins	138	95	86	46
Ratio éducateur/enfants non conforme	6	4	11	7
Qualification du personnel	35	35	56	23
Aires de jeu intérieures non conformes	53	58	20	12
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	107	133	59	67
Locaux équipés	109	126	76	91
Maintien des locaux propres	153	194	85	96
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	362	137	141	52
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	21	15	12	9
Liste des numéros de téléphone	43	41	44	41
Affichage du menu hebdomadaire	75	87	60	49
Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre pour l'administration des médicaments)	511	615	342	317
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	229	269	130	145
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent lorsque le service n'était plus requis)	171	162	94	101
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	63	81	67	76
Dossier parental conservé à l'établissement non conforme	178	118	114	88
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	76	30	30	19
Comité de parents absent ou non conforme	S/0	S/0	139	38

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion – 6 juin 2007
COLLABORATION : Directions territoriales
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP36

Titre

État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui ont été investies.

Exposé et statistiques

Le Plan d'amélioration continue de la qualité, rendu public en mai 2004, comporte deux volets :

1. Un «engagement envers la qualité» pris par chaque service de garde en vue d'identifier des mesures d'amélioration de la qualité, d'en informer les parents et de leur rendre des comptes sur l'atteinte des objectifs fixés.
2. Une expérimentation d'un système d'agrément adapté pour les services de garde et basé sur un processus développé par le Conseil québécois d'agrément (CQA) pour les entreprises d'économie sociale.

L'adhésion des services de garde étant essentielle pour atteindre les résultats *Qualité* visés par ces deux approches, le développement des outils nécessaires à leur mise en œuvre s'est fait en concertation avec les associations et regroupements de services de garde.

Engagement-Qualité

Les travaux pour élaborer les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été menés par un comité, sous la coordination du ministère, et composé de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE), l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), le Conseil québécois des centres de la petite enfance (CQCPE) et l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec (AÉMFQ). À noter que cette dernière association s'est retirée après la deuxième rencontre.

Un plan d'action a été élaboré et présenté aux associations et regroupements en mars 2005. De plus, les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été approuvés en avril 2005 par les associations et regroupements. Toutefois, en raison des changements législatifs amenant une restructuration du fonctionnement des centres de la petite enfance, il a été convenu de reporter à une date ultérieure la mise en place de l'Engagement-Qualité.

Le MFA a convenu de relancer le Plan d'amélioration continue de la qualité. Pour ce faire l'ensemble des documents inhérents à ce dossier ont été mis à jour. Les associations nationales ont été contactées et l'AQCPE, l'AGPQ ainsi que le CQSGEE ont signifié de nouveau leur accord à adhérer à cette démarche. Les discussions se poursuivent avec l'AEMFQ. La mise en place de l'Engagement-Qualité devrait se faire à l'automne 2007.

Processus d'agrément

L'agrément est un processus d'évaluation des diverses dimensions du fonctionnement d'un organisme en vue de certifier publiquement la qualité des services dispensés par celui-ci. Le CQA, en collaboration avec l'AQCPE, le CQCPE et l'AGPQ a finalisé les travaux en vue d'adapter le processus pour les services de garde.

Selon la planification originale, il était prévu qu'à l'automne 2005, des projets pilotes soient mis en place afin de valider le processus. Par la suite, soit à l'hiver 2006, le processus devait être disponible à l'ensemble des services de garde.

En date du 31 mars 2006, le CQA a livré la première partie de son mandat, à savoir : développer le cadre normatif de l'agrément. Toutefois, pour la même raison que celle énumérée précédemment, la conduite des projets pilotes a été reportée à une date ultérieure.

En raison de la relance du Plan d'amélioration continue de la qualité, le CQA a mis à jour le processus d'agrément et les projets pilotes débiteront à l'automne 2007.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - Juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP37

Titre

État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour enfants handicapés ayant d'importants besoins, les sommes investies en 2006-2007 et le nombre d'enfants intégrés.

Exposé et statistiques

Mesure mise en place conjointement avec le Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Description sommaire :

- Soutien financier pour les heures additionnelles de présence d'une personne assistant l'enfant dans ses activités quotidiennes.
- Maximum de trois heures d'accompagnement par enfant par jour.
- Période maximale de six mois avec possibilité de renouvellement.

Clientèle visée :

- Enfant pour qui le MFA alloue déjà l'allocation pour enfant handicapé.
- Enfant ayant un important besoin de soutien supplémentaire.
- Enfant pour qui tous les moyens existant dans le réseau des services de garde et dans celui de la santé et des services sociaux ont été utilisés.

Évaluation de la demande :

- Un comité « aviseur » analyse les demandes. Ce comité est formé d'experts du domaine de la santé, des services sociaux et des services de garde. Il est coordonné par un représentant du MFA et un représentant MSSS.
- Il existe un comité « aviseur » par région administrative sauf pour les régions 04 et 17 qui partagent le même comité.

(Tableau en annexe)

MESURE EXCEPTIONNELLE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE	
UTILISATION DU FINANCEMENT RÉGIONAL 2006-2007	
RÉGION	MONTANT ALLOUÉ du 1er avril 2006 au 31 mars 2007 MSSS et MFACF
1 Bas-St-Laurent	9 428 \$
2 Saguenay - Lac-St-Jean	12 835 \$
3 Capitale-Nationale	37 776 \$
4 Mauricie + 17 Centre du Québec	23 250 \$
5 Estrie	15 059 \$
6 Montréal	86 571 \$
7 Outaouais	12 300 \$
8 Abitibi - Témiscamingue	6 551 \$
9 Côte-Nord	3 960 \$
10 Nord-du-Québec	1 080 \$
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	3 634 \$
12 Chaudière-Appalaches	18 815 \$
13 Laval	17 279 \$
14 Lanaudière	19 611 \$
15 Laurentides	24 142 \$
16 Montérégie	67 709 \$
Ensemble des régions	360 000 \$

Période	Nombre d'enfants handicapés ayant bénéficié de cette mesure
2006-2007	98

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
4 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP38

Titre

Les rétributions totales versées aux responsables d'un service de garde en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

En 2006-2007, la rétribution des responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG) leur a été versée par les CPE durant les mois d'avril et mai. Depuis le 1^{er} juin 2006, ce sont les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial qui assume cette fonction.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Rétribution totale des responsables d'un service de garde en milieu familial	471,0 M\$	514,6 M\$	537,8 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^e juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP39

Titre

État de situation sur le Programme de financement global des immobilisations

Exposé et statistiques

Résumé du Programme

Le programme de financement global des immobilisations (PFGI) fournit aux CPE, sous forme de prêts, les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation à des conditions avantageuses. Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement global des immobilisations. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFGI a été mis sur pied pour l'année financière 2002-2003. Dans un premier temps, le financement intérimaire a été fourni par la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ). Un premier appel d'offres afin d'identifier une institution financière pouvant offrir le financement intérimaire et à terme a été lancé en février 2004. Les discussions avec l'institution dont l'offre avait été retenue ayant échouées, le Ministère a dû recommencer le processus à l'automne 2004. Celui-ci a conduit à la signature, le 21 décembre 2004, d'une entente avec la Banque Nationale du Canada.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

En date du 31 mars 2007, 341 projets en cours de réalisation bénéficient du PFGI pour une valeur totale de projets autorisés de 249,8 M\$ et la valeur des décaissements totalise 234,1 M\$. La très grande majorité des projets financés a permis d'augmenter le nombre de places en CPE. Toutefois, environ 21,3 % de l'argent investi dans le programme a permis le changement d'emplacement de CPE ou des travaux majeurs urgents et nécessaires.

Au 31 mars 2007, 162 projets totalisant un investissement de 101,7 M\$ étaient complétés. Le Ministère a commencé à rembourser la dette sur ces projets le 1^e décembre 2005.

Transfert des prêts de la CHQ vers la BNC

L'entente avec la Banque Nationale du Canada a déclenché une vaste opération de transfert, vers cette institution financière, des prêts que les CPE avaient avec la CHQ. Au 31 mars 2007, il restait 7 prêts à transférer.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP40

Titre

État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation

Exposé et statistiques

La question porte sur le facteur de modulation des CPE.

Le Ministère calcule cette proportion en utilisant les charges déclarées dans les rapports financiers vérifiés des CPE. La proportion obtenue est la moyenne pour l'ensemble des CPE.

Les contributions des CPE au régime d'assurance collective et au régime de retraite de leur personnel sont financées en sus de la subvention de fonctionnement. Ces charges doivent donc être retranchées du coût de la masse salariale du personnel éducateur pour calculer les coûts réellement assumés par les CPE.

La proportion est calculée comme suit :

A = Masse salariale du personnel éducateur (-) Allocation pour l'assurance collective
(-) Subvention pour le régime de retraite

B = Frais de garde et d'éducation (-) Allocation pour l'assurance collective
(-) Subvention pour le régime de retraite

$A \div B =$ Proportion à laquelle le facteur de modulation s'applique

La proportion appliquée en 2006-2007 tenait compte des charges déclarées aux rapports financiers 2004-2005, soit les plus récents au moment d'établir les règles budgétaires 2006-2007. Elle a évolué comme suit au cours des trois dernières années :

Subvention 2004-2005 : 89,03 % (rapports financiers 2002-2003)

Subvention 2005-2006 : 89,63 % (rapports financiers 2003-2004)

Subvention 2006-2007 : 89,13 % (rapports financiers 2004-2005)

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations – 7 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP41

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

2003-2004 : 20,2 M\$

2004-2005 : 20,5 M\$

La norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP42

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et d'éducation en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP43

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement du réseau, 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

67

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP44

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

La rationalisation a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP45

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d’éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d’éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE –Installations Dépense admissible au titre des frais de garde et d’éducation en installation	593,0 M\$	605,3 M\$	655,3 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^e juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d’éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d’éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d’éducation des composantes milieu familial incluent la contribution parentale.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 (2 mois)
CPE –Milieu familial Dépense admissible au titre des frais de garde et d’éducation en milieu familial	463,5 M\$	506,0 M\$	89,4 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

70

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP47

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d'éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d'éducation des composantes milieu familial incluent la contribution parentale.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE Dépense admissible au titre des frais de garde et d'éducation	1 056,5 M\$	1 111,3 M\$	744,7 M\$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction du financement et des immobilisations, 1^e juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP48

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE - installations Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	58,1 M\$	56,5 M\$	61,2 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

72

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP49

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 1 ^e avril au 31 mai 2006
CPE – milieu familial Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	6,4 M\$	6,3 M\$	1,0 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

73

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	64,5 M\$	62,8 M\$	62,2 M\$

À noter que les CPE n'ont plus de composante milieu familial depuis le 1^{er} juin 2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

74

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP51

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE - installations Dépense admissible au titre des frais généraux	140,8 M\$	128,5 M\$	150,6 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

75

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP52

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 (2 mois)
CPE – milieu familial Frais généraux admissibles	105,5 M\$	81,7 M\$	9,6 M\$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

76

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP53

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
CPE Dépense admissible au titre des frais généraux	246,3 M\$	210,2 M\$	160,2 M\$

Les CPE n'ont plus de composante milieu familial depuis le 1^{er} juin 2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

77

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP54

Titre

Allocations aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative.

- Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
- Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
- Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
- Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
- Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
 - Volet A;
 - Volet B;
- Allocation spécifique pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008
- Subvention pour les projets d'investissement 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008

Exposé et statistiques

Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative.

Bien que la question ne le précise pas, il faut aussi considérer les sommes que le Ministère verse aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial pour qu'ils les distribuent aux RSG qui y ont droit à titre de rétributions additionnelles.

	CPE Installations		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	5,0 M\$	5,4 M\$	5,5 M\$
b. Allocation compensatoire CPE-CSSS	1,0 M\$	0,6 M\$	1,1 M\$
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	7,5 M\$	9,0 M\$	9,1 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	0,05 M\$	0,05 M\$	0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	1,0 M\$	0,5 M\$	1,2 M\$
ii. Volet B	9,4 M\$	14,5 M\$	15,4 M\$
	CPE Milieu familial		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	4,3 M\$	0,7 M\$	s/o
b. Allocation compensatoire CPE-CSSS	0,11 M\$	0,03 M\$	s/o
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	s / o	s / o	s/o
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire	0,3 M\$	0,03 M\$	s/o
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,2 M\$	0,01 M\$	s/o
ii Volet B	3,7 M\$	0,8 M\$	

	CPE (non ventilé par type de service)		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
f. Allocations spécifiques pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité	10,3 M\$	10,0 M\$	10,2 M\$
g. Subventions pour les projets d'investissement	1,4 M\$	0,7 M\$	2,5 M\$
	Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	s/o	3,1 M\$	4,4 M\$
b. Allocation compensatoire protocole CPE-CSSS	s/o	0,1 M\$	0,1 M\$
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	s/o	s/o	s/o
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire	s/o	0,2 M\$	0,3 M\$
h. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	s/o	1,0 M\$	0,4 M\$
ii Volet B		3,4 M\$	4,4 M\$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction du financement et des immobilisations – 1^{er} juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

79

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP55

Titre

Surplus dans les centres de la petite enfance :

- Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006;
- Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2006-2007;
- Les économies réalisées par le ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus;
- Les économies réalisées par le ministère en 2006-2007 par la récupération des surplus;
- La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006;
- La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2006-2007.

Exposé et statistiques

- a) Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006 :

- Le Ministère a établi que 24 CPE avaient cumulé au 31 mars 2006 des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires.

La liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du Ministère pour l'année 2005-2006 ne peut être fournie puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le dépositaire.

- b) Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2006-2007 :

- L'application de la norme sur la récupération des surplus a été suspendue en l'année 2006-2007.

- c) Les économies réalisées par le ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus :

- À la suite de l'examen des dossiers pour lesquels des demandes de révision ont été produites accompagnées des documents probants requis, les économies réalisées par le Ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus s'établissent à 1,3 M\$.

- d) Les économies réalisées par le ministère en 2006-2007 par la récupération des surplus :

- L'application de la norme sur la récupération des surplus a été suspendue en 2006-2007.

- e) La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006 :

- Les dossiers qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006 totalisent 10,7 M\$.

- f) La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2006-2007 :

- L'application de la norme sur la récupération des surplus a été suspendue en 2006-2007.

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP56

Titre

Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2004-2005 et 2005-2006, 2006-2007 et prévisions 2007-2008. Cette même données triée par région.

Exposé et statistiques

Le nombre de CPE déficitaires selon la région pour les années 2004-2005 et 2005-2006 est présenté au tableau suivant.

Le ministère n'est pas en mesure de faire des projections des déficits d'opération pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

CPE ayant terminé l'année financière 2004-2005 et 2005-2006 avec un déficit d'opération		
Région administrative	2004-2005	2005-2006
01 Bas St-Laurent	7	8
02 Saguenay / Lac St-Jean	15	6
03 La Capitale Nationale	29	38
04 Mauricie	12	14
05 Estrie	18	14
06 Montréal	85	125
07 Outaouais	14	14
08 Abitibi-Témiscamingue	9	11
09 Côte-Nord	6	11
10 Nord du Québec	4	8
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	4	4
12 Chaudière-Appalaches	11	15
13 Laval	14	12
14 Lanaudière	9	7
15 Laurentides	16	15
16 Montérégie	39	53
17 Centre du Québec	6	7
Ensemble du Québec	298	362

La liste des centres ayant terminé une de ces années financières avec un déficit d'opération ne peut être divulguée puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

81

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP57

Titre

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2005-2006 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, triée par région.

Exposé et statistiques

Les CPE ayant terminé l'année financière 2005-2006 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires sont ceux pour lesquels une récupération des surplus excédant 25 % de leurs revenus a donné lieu à une réduction de la subvention de fonctionnement de 2006-2007.

Cette liste ne peut être fournie puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire. Cependant, le nombre de CPE par région et les montants excédentaires sont les suivants :

CPE ayant terminé l'année financière 2005-2006 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires		
Région administrative	Nombre de CPE	Montants excédentaires
01 Bas St-Laurent	-	-
02 Saguenay / Lac St-Jean	-	-
03 La Capitale Nationale	1	3 364 \$
04 Mauricie	-	-
05 Estrie	-	-
06 Montréal	14	715 251 \$
07 Outaouais	2	42 169 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	-	-
09 Côte-Nord	-	-
10 Nord du Québec	1	90 463 \$
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	-	-
12 Chaudière-Appalaches	-	-
13 Laval	-	-
14 Lanaudière	-	-
15 Laurentides	-	-
16 Montérégie	5	160 461 \$
17 Centre du Québec	1	28 358 \$
Ensemble du Québec	24	1 040 065 \$

Pour l'année financière 2006-2007, l'application de la norme sur l'ajustement lié à l'excédent d'actifs nets a été suspendue.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

82

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP58

Titre

1. Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants :
 - a. Personnel éducateur formé;
 - b. Personnel éducateur non-formé;
 - c. Commis-comptable;
 - d. Secrétaire-comptable;
 - e. Secrétaire;
 - f. Cuisinier;
 - g. Préposé à l'entretien ménager;
 - h. Conseiller pédagogique;
 - i. Gestionnaire de niveau 1;
 - j. Gestionnaire de niveau 2;
 - k. Gestionnaire de niveau 3;
 - l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les centres de la petite enfance, en 2005-2006, plus de 20 600 postes à temps plein. On estime qu'en 2006-2007 il y aura près de 21 000 postes à temps plein, soit une augmentation d'environ 1,8 %.

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement estimé des places au permis en installation.

	2005-2006	2006-2007 (estimation)
<u>EN ETC</u>		
Éducatrice qualifiée	11 116	11 321
Éducatrice non qualifiée	4 532	4 615
Commis comptable	204	208
Secrétaire comptable	240	244
Secrétaire	142	145
Cuisinière	1182	1 204
Préposé à l'entretien ménager	321	327
Conseillère pédagogique	575	586
Gestionnaire niveau 1	769	783
Gestionnaire niveau 2	714	727
Gestionnaire niveau 3	808	823
Aide-éducatrice	n/d	n/d
TOTAL	20 603	20 983

ETC :

1 664 heures / année pour les éducatrices

1 825 heures / année pour les autres personnels

Source : Rapports financiers 2005-2006

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
2007-06-01

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP59

Titre	
Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants :	
a)	Personnel éducateur formé;
b)	Personnel éducateur non formé;
c)	Commis-comptable;
d)	Secrétaire-comptable;
e)	Secrétaire;
f)	Cuisinier;
g)	Préposé à l'entretien ménager;
h)	Conseiller pédagogique;
i)	Gestionnaire de niveau 1;
j)	Gestionnaire de niveau 2;
k)	Gestionnaire de niveau 3;
l)	Aide-éducatrice.

	2005-2006	2006-2007 (estimation)
Personnel éducateur qualifié	27 518 \$/an.	28 616 \$/an.
Personnel éducateur non qualifié;	22 742 \$/an.	23 861 \$/an.
Commis-comptable	29 913 \$/an.	30 511 \$/an.
Secrétaire-comptable	27 557 \$/an.	28 414 \$/an.
Secrétaire	25 311 \$/an.	26 232 \$/an.
Cuisinier	27 048 \$/an.	27 978 \$/an.
Préposé à l'entretien ménager	22 687 \$/an.	23 134 \$/an.
Conseiller pédagogique	34 066 \$/an.	35 099 \$/an.
Gestionnaire de niveau 1	36 007 \$/an.	37 199 \$/an.
Gestionnaire de niveau 2	45 733 \$/an.	47 791 \$/an.
Gestionnaire de niveau 3	55 099 \$/an.	57 578 \$/an.
Aide-éducatrice	N/D	N/D
Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération du rapport financier 2005-2006 par le nombre d'ETC. L'estimation 2006-2007 inclut la progression liée au changement d'échelon et l'augmentation de 2 % au 1 ^{er} avril 2006.		

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
1^{er} juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP60

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 1,8 %¹ de 2005-2006 à 2006-2007.

L'augmentation des heures rémunérées est calculée en fonction du développement des places au permis en installation.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 (estimation) ²
En heures rémunérées			
Éducatrice qualifiée	17 556 864	18 497 024	18 838 144
Éducatrice non qualifiée	7 754 240	7 541 248	7 679 360
TOTAL	25 311 104	26 038 272	26 517 504

1. Les rapports financiers 2006-2007 seront disponibles à l'automne 2007.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 1^{er} juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

¹ Source : CAFE : 1^{er} avril 2006 et 1^{er} avril 2007
² Les données seront produites aux rapports financiers 2006-2007 et disponibles en décembre 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

85

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP61

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale sera d'un peu plus de 6,2 % de 2005-2006 à 2006-2007. Cette estimation comprend, pour l'ensemble du personnel, les augmentations de salaire liées au changement d'échelon (2,45 %), l'augmentation salariale de 2 % au 1^{er} avril 2006 et le développement des places en installation (1,8 %).

On suppose aussi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction dans le réseau en 2006-2007 a le même profil que celle déjà en poste en 2005-2006.

Années financières	Masse salariale du personnel éducateur
2004-2005	495 608 298 \$
2005-2006	517 627 251 \$
2006-2007 (estimation)	547 754 000 \$

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
6 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

86

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP62

Titre

La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisé pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.

Exposé et statistiques

Bien que la question ne précise pas de quel type de services de garde, précisons qu'il s'agit des installations des CPE.

Année financière	Rémunération horaire pondérée provinciale du personnel éducateur
2003-2004	15,77 \$
2004-2005	15,85 \$
2005-2006	16,18 \$
2006-2007	16,35 \$

En 2006-2007, il ne s'agit pas d'une prévision, mais bien du montant utilisé dans le calcul du facteur de modulation des CPE.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 1^e juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP63

Titre

État de situation relative au facteur de modulation pour les garderies.

Exposé et statistiques

Le facteur de modulation des frais variables des garderies est un mécanisme de redistribution budgétaire qui permet de reconnaître les efforts déployés par les garderies subventionnées en terme de qualification et de rémunération du personnel éducateur. L'Association des Garderies Privées du Québec (AGPQ) a appuyé l'implantation de ce nouvel élément du calcul de la subvention annuelle des garderies subventionnées.

Le facteur de modulation global s'applique uniquement à la portion des frais variables que représente la masse salariale du personnel éducateur. Il se compose de deux sous-facteurs : la rémunération horaire moyenne et le taux de qualification du personnel éducateur. Le poids relatif des deux sous-facteurs était :

- pour la rémunération horaire moyenne : 70% en 2005-2006 et 65% en 2006-2007;
- pour le taux de qualification : 30% en 2005-2006 et 35% en 2006-2007.

C'est la combinaison des deux sous-facteurs qui détermine si la subvention de la garderie est augmentée, diminuée ou n'est pas touchée. Une faiblesse dans l'un des deux facteurs peut donc être compensée par la force dans le second. Le calcul du facteur de modulation applicable à la subvention de 2006-2007 a été établi avec les données des rapports financiers vérifiés de 2005-2006.

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations – 4 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

88

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP64

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 pour les garderies.

Exposé et statistique

2003-2004 : 5,4 M\$
2004-2005 : 6,0 M\$

La norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

89

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP65

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais de base en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 pour les garderies.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts était établie sur les allocations de base et spécifiques de la subvention annuelle de la garderie.

La contribution des garderies à l'effort de rationalisation des coûts était de 2,625 %.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

90

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP66

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 pour les garderies.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts était établie sur les allocations de base et spécifiques de la subvention annuelle de la garderie.

La contribution des garderies à l'effort de rationalisation des coûts était de 2,625 %.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP67

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 pour les garderies.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais variables, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Garderies subventionnées			
Dépense admissible au titre des frais variables	221,0 M\$	242,0 M\$	274,5 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

92

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP68

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 pour les garderies.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais variables, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Garderies subventionnées			
Dépense admissible au titre des frais variables	58,5 M\$	61,9 M\$	68,1 M\$

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations, 4 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

93

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP69

Titre
Allocations aux garderies et selon la région administrative.
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008;
i. Volet A;
ii. Volet B;

Exposé et statistiques			
Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative puisqu'elles font partie de la subvention annuelle.			
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	1,6 M\$	1,8 M\$	1,8 M\$
b. Allocation compensatoire Garderie-CSSS	Pas admissibles	0,0 M\$	0,5 M\$
c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	2,2 M\$	2,7 M\$	2,7 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	Pas admissibles	0,001 M\$	0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,1 M\$	0,1 M\$	0,1 M\$
ii. Volet B	1,7 M\$	2,5 M\$	2,4 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

94

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP70

Titre

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non-formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire-comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les garderies subventionnées, en 2005-2006, 5 507 emplois d'éducatrices à temps plein. On estime qu'en 2006-2007 il y aura 5 673 emplois à temps plein, soit une augmentation d'environ 3 %.

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places au permis.

Pour le calcul des ETC, les données pour les autres emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans les rapports financiers.

	2005-2006	2006-2007 (estimation)
	ETC	ETC
Éducatrice qualifiée	2 586	2 664
Éducatrice non qualifiée	2 921	3 009
TOTAL	5 507	5 673

ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main d'œuvre –
1^{er} juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

95

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP71

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non-formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire-comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Pour les garderies, nous ne connaissons pas l'augmentation de salaire liée au changement d'échelon. Il sera estimé au même taux que les CPE soit à 3,99 % pour les éducatrices qualifiées et à 4,92 % dans le cas des éducatrices non qualifiées, soit environ 4,4 % pour l'ensemble des éducatrices en garderie subventionnées.

	2005-2006	2006-2007
Salaire annuel moyen		(estimation)
Éducatrice qualifiée	25 374 \$	26 386 \$
Éducatrice non qualifiée	23 888 \$	24 963 \$
MOYENNE	22 449 \$	23 442\$

Le salaire moyen versé est calculé en divisant la rémunération inscrite au rapport financier par le nombre d'ETC.

Pour le calcul des ETC, les données pour les autres emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est inscrit aux rapports financiers des garderies subventionnées.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre
1^{er} juin 2007

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP72

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 3 % de 2005-2006 à 2006-2007, selon le développement des places aux permis en garderies subventionnées.

Heures rémunérées	2004-2005	2005-2006	2006-2007 (estimation)
Éducatrice qualifiée	3 764 973	4 303 104	4 432 896
Éducatrice non qualifiée	4 846 180	4 860 544	5 006 976
TOTAL	8 611 153	9 163 648	9 439 872

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
1^{er} juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

97

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP73

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des garderies subventionnées pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale pour le personnel éducateur sera d'environ 7,59 % de 2005-2006 à 2006-2007. Cette estimation comprend, les augmentations de salaire liées au changement d'échelon et l'augmentation de 2 % au 1^{er} avril 2006, soit environ 4,4 % et comprend aussi le développement des places au permis, une augmentation d'environ 3 %.

On suppose ainsi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction dans le réseau en 2006-2007 a le même profil que celle déjà en poste en 2005-2006.

Années financières	Masse salariale du personnel éducateur
2004-2005	134 465 605 \$
2005-2006	149 536 184 \$
2006-2007 (estimation)	160 885 980 \$

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
1^{er} juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP74

Titre
Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour pour ce type de garderie.

Exposé et statistiques						
DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF						
	2004-2005		2005-2006		2006-2007	
Régions	Nbre de demandes reçues	Permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis
Bas-St-Laurent	3	0	1	0	1	2
Saguenay/Lac-St-Jean	2	0	0	1	3	0
Capitale nationale	2	2	6	6	6	6
Mauricie	2	1	0	0	0	0
Estrie	1	0	2	2	0	1
Montréal	155	18	36	24	15	22
Outaouais	4	0	4	6	3	1
Abitibi	0	0	0	0	0	0
Côte-Nord	2	0	0	0	0	0
Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	1
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	3	1	0	4	4	0
Laval	23	3	8	5	2	5
Lanaudière	9	1	3	4	4	2
Laurentides	17	1	16	7	9	1
Montréal	67	4	11	7	11	7
Centre-du-Québec	4	0	0	5	0	1
TOTAL	294	31	87	71	58	49

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage – 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 6 juin 2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP75

Titre : Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1997 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région

Places financées et non financées

RÉGIONS	1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998			1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999			1 ^{er} avril 1999 au 31 mars 2000		
	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	17	80	97	58	275	333	65	165	230
Saguenay Lac-Saint-Jean	18	50	68	128	660	788	279	507	786
Capitale nationale	47	128	175	340	1 410	1 750	653	580	1 233
Mauricie	- 101	0	101	105	305	410	168	565	733
Estrie	58	0	58	116	937	1 053	217	608	825
Montréal	578	- 4	574	781	954	1 735	1 141	1 342	2 483
Outaouais	211	300	511	82	550	632	377	765	1 142
Abitibi Témiscamingue	37	50	87	24	315	339	76	254	330
Côte-Nord	0	8	8	82	225	307	54	250	304
Nord-du-Québec	67	0	67	289	0	289	197	70	267
Gaspésie-Iles-de-la- Madeleine	20	100	120	- 9	115	106	46	250	296
Chaudière-Appalaches	89	277	366	120	1 008	1 128	447	832	1 279
Laval	432	169	601	33	356	389	282	966	1 248
Lanaudière	57	48	105	62	863	925	257	1 168	1 425
Laurentides	- 42	2	40	93	457	550	227	1 037	1 264
Monterégie	517	225	742	853	2 239	3 092	1 189	2 098	3 287
Centre-du-Québec	0	0	0	184	386	570	114	609	723
TOTAL	2 005	1 433	3 438	3 341	11 055	14 396	5 724	11 901	17 625

RÉGIONS	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001			1 ^{er} avril 2001 au 31 mars 2002			1 ^{er} avril 2002 au 31 mars 2003		
	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	160	204	364	95	42	137	40	91	131
Saguenay Lac-Saint-Jean	358	282	640	75	170	245	189	219	408
Capitale nationale	429	978	1 407	478	32	510	177	905	1 082
Mauricie	293	190	483	128	281	409	142	256	398
Estrie	168	395	563	228	285	513	75	475	550
Montréal	1 627	2 476	4 103	2 023	1 619	3 642	1 598	2 477	4 075
Outaouais	298	485	783	263	299	562	35	490	525
Abitibi Témiscamingue	210	330	540	185	165	350	295	439	734
Côte-Nord	92	18	110	147	61	208	91	107	198
Nord-du-Québec	36	78	114	447	0	447	171	111	282
Gaspésie-Iles- de-la-Madeleine	104	89	193	0	73	73	31	35	66
Chaudière-Appalaches	313	455	768	275	250	525	128	687	815
Laval	310	605	915	274	350	624	319	899	1 218
Lanaudière	639	648	1 287	286	210	496	355	1 240	1 595
Laurentides	232	1 202	1 434	477	555	1 032	404	1 557	1 961
Monterégie	2 136	2 410	4 546	1 553	1 772	3 325	1 173	2 650	3 823
Centre-du-Québec	195	252	447	202	50	252	69	524	593
TOTAL	7 600	11 097	18 697	7 136	6 214	13 350	5 292	13 162	18 454

Régions	1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004				1 ^{er} avril 2004 au 31 mars 2005			
	Installation/ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL	Installation/ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	177	0	1	178	42	0	8	50
Saguenay/Lac-Saint-Jean	88	36	425	549	134	55	197	386
Capitale nationale	132	190	437	759	242	148	318	708
Mauricie	181	0	329	510	73	54	0	127
Estrie	102	26	382	510	185	0	95	280
Montréal	949	1 822	1 286	4 057	599	1 458	1 115	3 172
Ontario	246	0	458	704	432	175	413	1 020
Abitibi-Témiscamingue	45	0	62	107	115	15	280	410
Côte-Nord	47	0	44	91	4	0	20	24
Nord-du-Québec	0	0	18	18	179	0	0	179
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	60	0	20	80	82	3	34	119
Chaudière-Appalaches	297	37	106	440	55	52	203	310
Laval	318	230	229	777	72	190	161	423
Lanaudière	272	72	271	615	225	205	431	861
Laurentides	746	141	409	1 296	656	137	615	1 408
Monterégie	1 231	510	2 049	3 790	533	696	1 211	2 440
Centre-du-Québec	44	13	163	220	155	0	47	202
TOTAL	4 935	3 077	6 689	14 701	3 783	3 188	5 148	12 119

Région	1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006				1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007			
	Installation/ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL	Installation/ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	8	0	13	21	5	28	229	262
Saguenay/Lac-Saint-Jean	67	84	84	235	2	1	113	116
Capitale nationale	182	265	223	670	51	111	127	289
Mauricie	35	24	0	59	0	0	183	183
Estrie	44	62	50	156	-1	39	69	107
Montréal	809	1257	460	2526	302	747	-645	810
Ontario	161	341	44	546	313	65	-111	267
Abitibi-Témiscamingue	26	0	80	106	13	0	-91	-78
Côte-Nord	110	0	2	112	-14	0	80	66
Nord-du-Québec	371	0	3	374	0	21	-8	13
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	8	0	1	9
Chaudière-Appalaches	175	118	150	443	134	0	267	401
Laval	29	264	0	293	128	364	-2	490
Lanaudière	84	283	25	392	25	160	-33	152
Laurentides	-1	451	50	500	70	140	-153	57
Monterégie	403	612	616	1631	325	331	-452	204
Centre-du-Québec	3	172	2	177	0	37	60	97
TOTAL	2506	3933	1802	8241	1361	2044	-366	3039

- La compilation distincte des places installation CPE et des places en garderie n'est disponible que depuis avril 2003
- Les places garderie incluent le nombre de places développées dans les garderies non financées

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

101

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP76

Titre

Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année	Nombre de places en garderies non conventionnées
2002-2003	1 620
2003-2004	1 907
2004-2005	2 494
2005-2006	3 487
2006-2007	4 538

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations 5 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP77

Titre

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs

Exposé et statistiques

Estimation des effectifs (ETC) requis en 2006-2007

Le nombre réel des effectifs en poste dans les bureaux coordonnateurs sera connu après le traitement de leur rapport financier 2006-2007, soit à l'automne 2007. Les nombres suivants sont des estimations basées sur le modèle proposé.

- 390 agentes de soutien pédagogique
- 330 agentes de conformité
- 175 en secrétariat-comptabilité
- 65 gestionnaires
- Pour un total d'environ 960 ETC

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
1^{er} juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

103

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP78

Titre

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

Exposé et statistiques

Le budget de fonctionnement prévu des BC s'élève à 50 M\$ sur une base annuelle. Il s'agit d'un budget global basé sur une proposition d'organisation du travail permettant d'exercer l'ensemble des responsabilités et des fonctions nécessaires à la coordination du milieu familial. Les BC de petite taille bénéficient d'un financement proportionnellement plus important à cause de leurs coûts fixes.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 4 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 6 juin 2007